

États financiers consolidés de  
**CORPORATION FIERA CAPITAL**

Aux 31 décembre 2013 et 2012



**FIERA**CAPITAL



# Corporation Fiera Capital

## Table des matières

---

Rapport de l'auditeur indépendant.....	1
États consolidés du résultat net.....	2
États consolidés du résultat global.....	3
Bilans consolidés.....	4
États consolidés des variations des capitaux propres.....	5
Tableaux consolidés des flux de trésorerie.....	6
Notes complémentaires aux états financiers consolidés.....	7-54

# Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de  
Corporation Fiera Capital

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Corporation Fiera Capital inc., qui comprennent les bilans consolidés aux 31 décembre 2013 et 2012, et les états consolidés du résultat net, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 et pour la période de 15 mois close le 31 décembre 2012, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

## *Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

## *Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons les audits de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## *Opinion*

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Corporation Fiera Capital inc. aux 31 décembre 2013 et 2012, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 et la période de 15 mois close le 31 décembre 2012, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

*Deloitte* s.e.n.c.r.l. / n.r.l.<sup>1</sup>

Montréal, Canada  
Le 19 mars 2014

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A103322

# Corporation Fiera Capital

## États consolidés du résultat net

Périodes closes les

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	12 mois	15 mois
	\$	\$
<b>Produits</b>		
Honoraires de gestion	139 397	109 261
Honoraires de performance	12 117	5 587
Autres revenus	2 213	480
	<b>153 727</b>	<b>115 328</b>
<b>Charges</b>		
Frais de vente et charges générales et administratives (note 18)	94 357	74 236
Frais des gestionnaires externes	2 858	1 989
Amortissement des immobilisations corporelles	1 341	1 136
Amortissement des immobilisations incorporelles	19 083	12 609
Frais d'acquisition	6 572	5 937
Provision de restructuration et autres coûts (note 4)	1 509	7 513
	<b>125 720</b>	<b>103 420</b>
Résultat avant la perte sur la cession de placements, les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières, désactualisation des obligations au titre du prix d'achat et la variation de leur juste valeur, les variations de la juste valeur des instruments financiers et la quote-part du résultat des coentreprises	<b>28 007</b>	<b>11 908</b>
Perte sur la cession de placements	98	6
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	6 931	2 940
Désactualisation des obligations au titre du prix d'achat et variation de leur juste valeur	637	1 864
Variations de la juste valeur des instruments financiers	(426)	1 491
Quote-part du résultat des coentreprises (note 5)	(1 227)	(201)
Résultat avant l'impôt sur le résultat	<b>21 994</b>	<b>5 808</b>
Impôt sur le résultat (note 12)	7 389	2 782
<b>Résultat net de la période</b>	<b>14 605</b>	<b>3 026</b>
<b>Résultat net attribuable :</b>		
aux actionnaires de la Société	14 939	3 026
à la participation ne donnant pas le contrôle	(334)	-
	<b>14 605</b>	<b>3 026</b>
Résultat par action (note 15)		
De base	0,26	0,06
Dilué	0,25	0,06

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

# Corporation Fiera Capital

## États consolidés du résultat global

Périodes closes les  
(en milliers de dollars canadiens)

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	12 mois	15 mois
	\$	\$
<b>Résultat net de la période</b>	<b>14 605</b>	<b>3 026</b>
Autres éléments du résultat global :		
Éléments susceptibles d'être reclassés postérieurement dans le résultat :		
Profit (perte) non réalisé(e) sur les actifs financiers disponibles à la vente (déduction faite de l'impôt sur le résultat)	152	(60)
Reclassement de la perte sur la cession de placements	97	–
Quote-part des autres éléments du résultat global des coentreprises	130	108
Écarts de conversion non réalisés résultant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	1 472	–
Autres éléments du résultat global de la période	1 851	48
<b>Résultat global de la période</b>	<b>16 456</b>	<b>3 074</b>
<b>Résultat global attribuable :</b>		
aux actionnaires de la Société	16 790	3 074
à la participation ne donnant pas le contrôle	(334)	–
	<b>16 456</b>	<b>3 074</b>

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

# Corporation Fiera Capital

## Bilans consolidés

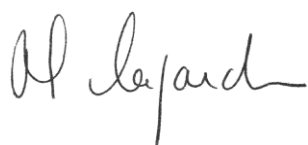
Aux

(en milliers de dollars canadiens)

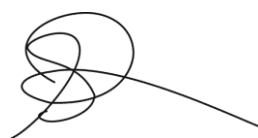
	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	\$	\$
<b>Actifs</b>		
Actifs courants		
Trésorerie	21 774	6 016
Trésorerie soumise à des restrictions	689	297
Placements (note 7)	9 711	6 532
Débiteurs (note 8)	56 072	29 888
Avance à une coentreprise	–	342
Charges payées d'avance	3 771	874
	<b>92 017</b>	<b>43 949</b>
Actifs non courants		
Frais différés	460	402
Impôt sur le résultat différé (note 12)	1 349	1 364
Avance à un actionnaire lié	1 211	–
Participation dans des coentreprises (note 5)	8 284	6 879
Immobilisations corporelles (note 9)	5 322	5 200
Immobilisations incorporelles (note 10)	310 151	180 230
Goodwill (note 10)	357 773	278 750
	<b>776 567</b>	<b>516 774</b>
<b>Passifs</b>		
Passifs courants		
Emprunt bancaire	–	9 800
Créditeurs et charges à payer (note 11)	35 000	16 501
Provisions de restructuration (note 4)	1 116	1 764
Sommes dues à des sociétés liées	956	2 003
Obligations au titre du prix d'achat (note 4)	18 073	–
Dépôts-clients	689	297
Produits différés	495	928
	<b>56 329</b>	<b>31 293</b>
Passifs non courants		
Obligations différées liées à des contrats de location	588	599
Incitatifs à la location	904	1 052
Impôt sur le résultat différé (note 12)	24 636	20 264
Provisions de restructuration à long terme (note 4)	193	312
Valeur de l'option attribuée à la participation ne détenant pas le contrôle	7 720	–
Dette à long terme (note 13)	228 262	107 521
Obligations au titre du prix d'achat (note 4)	40 250	56 503
Instruments financiers dérivés (notes 6 et 13)	644	1 491
	<b>359 526</b>	<b>219 035</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Capital social, surplus d'apport, (déficit) résultats non distribués et cumul des autres éléments du résultat global (note 14)	416 083	297 739
Participation ne donnant pas le contrôle	8 256	–
Valeur initiale de l'option attribuée à la participation ne donnant pas le contrôle	(7 298)	–
Total de la participation ne donnant pas le contrôle	958	–
	<b>417 041</b>	<b>297 739</b>
	<b>776 567</b>	<b>516 774</b>

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Approuvé par le conseil



Jean-Guy Desjardins, administrateur



Sylvain Brosseau, administrateur

# Corporation Fiera Capital

## États consolidés des variations des capitaux propres

Périodes closes les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens)

	Capital social	Actions devant être émises progressivement	Surplus d'apport	(Déficit) résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Au 30 septembre 2011	\$ 135 587	\$ –	\$ 1 703	\$ 3 530	\$ 17	\$ 140 837	\$ –	\$ 140 837
Résultat net de la période	–	–	–	3 026	–	3 026	–	3 026
Autres éléments du résultat global	–	–	–	–	48	48	–	48
Résultat global de la période	–	–	–	3 026	48	3 074	–	3 074
Charge de rémunération à base d'actions	–	–	1 176	–	–	1 176	–	1 176
Options sur actions exercées	967	–	(211)	–	–	756	–	756
Actions émises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (note 4)	170 487	–	–	–	–	170 487	–	170 487
Actions émises aux termes du régime d'achat d'actions à l'intention des employés	718	–	–	–	–	718	–	718
Profit de dilution	–	–	–	112	–	112	–	112
Dividendes	–	–	–	(19 421)	–	(19 421)	–	(19 421)
Au 31 décembre 2012	307 759	–	2 668	(12 753)	65	297 739	–	297 739
Résultat net de la période	–	–	–	14 939	–	14 939	(334)	14 605
Autres éléments du résultat global	–	–	–	–	1 851	1 851	–	1 851
Résultat global de la période	–	–	–	14 939	1 851	16 790	(334)	16 456
Charge de rémunération à base d'actions (note 18)	–	–	2 128	–	–	2 128	–	2 128
Options sur actions exercées (note 14)	1 090	–	(263)	–	–	827	–	827
Actions émises en guise de règlement des obligations au titre du prix d'achat	8 500	–	–	–	–	8 500	–	8 500
Actions émises aux termes d'un placement privé (note 14)	102 066	–	–	–	–	102 066	–	102 066
Actions émises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (note 4)	1 794	8 781	–	–	–	10 575	–	10 575
Profit de dilution (note 5)	–	–	–	48	–	48	–	48
Dividendes	–	–	–	(22 590)	–	(22 590)	–	(22 590)
Participation ne donnant pas le contrôle (note 4)	–	–	–	–	–	–	8 590	8 590
Valeur initiale de l'option attribuée à la participation ne donnant pas le contrôle (note 4)	–	–	–	–	–	–	(7 298)	(7 298)
Au 31 décembre 2013	421 209	8 781	4 533	(20 356)	1 916	416 083	958	417 041

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



# Corporation Fiera Capital

## Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Périodes closes les  
(en milliers de dollars canadiens)

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	12 mois	15 mois
	\$	\$
<b>Activités opérationnelles</b>		
Résultat net	14 605	3 026
Ajustements au titre de ce qui suit :		
Amortissement des immobilisations corporelles	1 341	1 136
Amortissement des immobilisations incorporelles	19 083	12 609
Amortissement des frais différés	321	260
Désactualisation des obligations au titre du prix d'achat et variation de leur juste valeur	637	1 864
Incitatifs à la location	(148)	(185)
Obligations différées liées à des contrats de location	(11)	274
Rémunération à base d'actions	2 128	1 176
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	6 931	2 921
Variations de la juste valeur des instruments financiers	(426)	1 491
Charge d'impôt sur le résultat	7 389	2 782
Impôt sur le résultat payé	(5 800)	(4 551)
Quote-part du résultat des coentreprises	(1 227)	(201)
Perte sur la cession de placements	98	6
Produits différés	(448)	888
Autres	(34)	(115)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel (note 19)	(9 437)	(5 493)
<b>Entrées de trésorerie nettes liées aux activités opérationnelles</b>	<b>35 002</b>	<b>17 888</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Regroupements d'entreprises (moins la trésorerie acquise de 11 468 \$ en 2013) (note 4)	(150 445)	(92 393)
Placements	(1 410)	(5 500)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(572)	(2 393)
Acquisition d'immobilisations incorporelles (note 10)	(48 224)	(2 336)
Participation dans des coentreprises (note 5)	–	(5 125)
Produit tiré des incitatifs à la location	–	531
Avance à un actionnaire lié, montant net	(1 211)	–
Avance à une coentreprise	342	(342)
Frais différés	(379)	(73)
Trésorerie soumise à des restrictions et dépôts-clients	531	–
<b>Sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement</b>	<b>(201 368)</b>	<b>(107 631)</b>
<b>Activités de financement</b>		
Emprunt bancaire	(9 800)	9 800
Dividendes	(22 590)	(19 421)
Émission de capital social, déduction faite des frais d'émission de 4 201 \$ (néant en 2012)	101 772	1 474
Dette à long terme, montant net (note 13)	120 579	108 000
Intérêts payés sur la dette à long terme	(6 934)	(2 838)
Charges de financement	(1 109)	(562)
Remboursement d'une somme due à un actionnaire	–	(660)
<b>Entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement</b>	<b>181 918</b>	<b>95 793</b>
Augmentation nette de la trésorerie	15 552	6 050
Incidence des fluctuations des cours de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	206	–
Trésorerie à l'ouverture de la période	6 016	(34)
<b>Trésorerie à la clôture de la période</b>	<b>21 774</b>	<b>6 016</b>

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

---

### 1. Description de l'entreprise

Corporation Fiera Capital (la « Société ») a été constituée en tant que Fry Investment Management Limitée en 1955 en vertu des lois de la province de l'Ontario. La Société est une société de gestion de placements indépendante offrant des services complets, une vaste gamme de produits, des conseils en placement et des services connexes aux investisseurs institutionnels, à des clients en gestion privée et à des investisseurs au détail. Le siège social de la Société est situé au 1501, avenue McGill College, bureau 800, Montréal (Québec) Canada.

La Société a modifié sa dénomination sociale pour Corporation Fiera Capital, tel qu'il a été approuvé par ses actionnaires lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire tenue le 29 mars 2012.

Corporation Fiera Capital est inscrite comme courtier sur le marché dispensé et gestionnaire de portefeuille dans toutes les provinces et dans tous les territoires du Canada. Corporation Fiera Capital est également inscrite comme gestionnaire de fonds d'investissement en Ontario et au Québec. De plus, puisque Corporation Fiera Capital gère des portefeuilles d'instruments dérivés, elle est inscrite comme « gestionnaire d'opérations sur marchandises » en vertu de la *Loi sur les contrats à terme sur marchandises* de l'Ontario, comme « conseiller » en vertu de la *Loi sur les contrats à terme de marchandises* du Manitoba, ainsi que comme « conseiller » pour la gestion de portefeuilles de dérivés en vertu de la *Loi sur les instruments dérivés* du Québec.

En 2012, la Société a changé la date de clôture de son exercice, la faisant passer du 30 septembre au 31 décembre. Ce changement a été effectué afin d'assurer une meilleure concordance avec les processus opérationnels de la Société. En conséquence, les montants présentés dans les états financiers ne sont pas tous comparables.

Le 19 mars 2014, le conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés des périodes closes les 31 décembre 2013 et 2012.

### 2. Mode de présentation et adoption de nouvelles IFRS

#### Déclaration de conformité

La Société établit ses états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») qu'a publiées l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »).

Les méthodes appliquées aux fins des présents états financiers consolidés sont fondées sur les IFRS qui avaient été publiées et qui étaient en vigueur au 31 décembre 2013.

L'établissement d'états financiers conformément aux IFRS nécessite le recours à certaines estimations comptables d'importance critique et exige également que la direction pose des jugements dans l'application des méthodes comptables. Les questions qui mettent en jeu une plus grande part de subjectivité, qui comportent un degré plus élevé de complexité ou à l'égard desquelles les hypothèses et estimations sont importantes pour les états financiers consolidés sont présentées à la note 3.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

---

### 2. Mode de présentation et adoption de nouvelles IFRS (suite)

#### IFRS modifiées, interprétations et modifications

##### *IAS 1 (révisée) – Présentation des états financiers*

En juin 2011, l'IASB a modifié la norme IAS 1, *Présentation des états financiers*, fournissant ainsi des lignes directrices concernant ce qui compose les autres éléments du résultat global et leur mode de classement. Par suite de l'adoption des modifications d'IAS 1, la Société a regroupé les éléments de l'état consolidé du résultat global selon qu'ils seront reclassés ultérieurement dans le résultat net ou qu'ils ne le seront pas. En outre, la Société a changé la présentation de l'état consolidé des variations des capitaux propres. Ces changements n'ont eu aucune incidence sur le résultat net, le résultat global ou les capitaux propres de la Société.

##### *IFRS 7 (révisée) – Instruments financiers : Informations à fournir*

Le 16 décembre 2011, l'IASB a publié des exigences communes en matière d'informations à fournir afin d'aider les investisseurs et autres utilisateurs à mieux évaluer l'incidence réelle ou potentielle des conventions de compensation sur le bilan d'une entreprise. Les nouvelles exigences sont énoncées dans la publication intitulée *Informations à fournir : Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers (modifications d'IFRS 7)*. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

##### *IFRS 10 – États financiers consolidés*

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 10, *États financiers consolidés*. Selon IFRS 10, une entité doit consolider une entité émettrice lorsqu'elle est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec celle-ci et qu'elle a la capacité d'influer sur ses rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. Selon des IFRS publiées antérieurement, la consolidation est exigée lorsqu'une entité a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une autre afin d'obtenir des avantages de ses activités. IFRS 10 remplace la norme SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*, et les parties d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, qui traitent de la préparation et de la présentation d'états financiers consolidés. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

##### *IFRS 11 – Partenariats*

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 11, *Partenariats*, qui a remplacé IAS 31, *Participations dans des coentreprises*, et SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. IFRS 11 met l'accent sur les droits et obligations relatifs à un partenariat et non pas sur sa forme juridique comme c'était le cas aux termes d'IAS 31. IFRS 11 classe les partenariats en deux catégories, soit les coentreprises et les entreprises communes. Les coentreprises sont des partenariats dans lesquels les parties ont des droits sur les actifs nets de celles-ci alors que les entreprises communes sont des partenariats dans lesquels les parties ont des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs de celles-ci. Cette norme élimine le droit de choisir la méthode de présentation des partenariats en exigeant le recours à la méthode de la mise en équivalence pour la comptabilisation des intérêts dans des coentreprises et la constatation, par les coentrepreneurs, des actifs et des passifs relativement à leurs participations. IFRS 11 a été adoptée en date du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Les participations de la Société dans des partenariats sont admissibles en tant que coentreprises. Cependant, puisque ces participations étaient déjà comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, l'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

---

### 2. Mode de présentation et adoption de nouvelles IFRS (suite)

#### *IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*. IFRS 12 constitue une nouvelle norme qui énonce l'ensemble des exigences quant aux informations à fournir sur tous les types d'intérêts dans d'autres entités, dont les filiales, les partenariats, les entreprises associées, les entités ad hoc et les autres entités non prises en compte au bilan. La norme exige d'une entité qu'elle présente de l'information sur la nature des intérêts détenus dans d'autres entités et les risques qui leur sont associés ainsi que l'incidence de ces intérêts sur sa situation financière, sa performance financière et ses flux de trésorerie. IFRS 12 a été adoptée en date du 1<sup>er</sup> janvier 2013. Il y a lieu de se reporter à la note 5. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

#### *IFRS 13 – Évaluation de la juste valeur*

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. Cette norme assure une plus grande cohérence des exigences concernant cette question et réduit sa complexité en définissant avec précision la juste valeur, en intégrant, dans une même norme, un cadre pour l'évaluation de cette valeur et en prescrivant les informations à fournir sur les évaluations de la juste valeur aux termes de toutes les IFRS lorsqu'une autre IFRS exige ou autorise qu'un élément soit évalué à la juste valeur. IFRS 13 a été adoptée en date du 1<sup>er</sup> janvier 2013. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société autre que la présentation d'informations supplémentaires. Il y a lieu de se reporter à la section de la note 6 qui traite de la juste valeur des instruments financiers.

#### *IAS 19 – Avantages du personnel*

Les modifications d'IAS 19 ont changé la comptabilisation des régimes à prestations définies et des indemnités de cessation d'emploi. Le changement le plus important a trait à la comptabilisation des variations des obligations au titre des régimes à prestations définies et des actifs des régimes. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations

#### **Principales méthodes comptables**

##### **Base d'évaluation**

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf dans le cas des actifs et des passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net et des placements disponibles à la vente, qui sont évalués à la juste valeur, tel qu'il est précisé dans la section « Instruments financiers ».

##### **Consolidation**

Les états financiers de la Société comprennent ses comptes et ceux de toutes ses filiales. Les transactions intersociété, les soldes ainsi que les profits et pertes non réalisés provenant de telles transactions sont tous éliminés à la consolidation.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de Corporation Fiera Capital et ceux de ses filiales entièrement détenues, soit Fonds Fiera Sceptre inc. (« FFSI ») qui est enregistrée auprès de diverses commissions provinciales des valeurs mobilières en tant que courtier de fonds communs de placement et est membre de l'Association canadienne des courtiers de fonds communs de placement, Fiera US Holding Inc. (qui détient Bel Air Investment Advisors, LLC, Bel Air Securities, LLC, Bel Air Management LLC et Wilkinson O'Grady & Co. Inc.), Commandité Fiera Quantum inc. et 9276-5072 Québec inc. (qui, ensemble, détiennent une participation majoritaire de 55 % dans Société en commandite Fiera Quantum, laquelle détient Société en commandite Gestion Fiera Quantum, FQ ABCP GP Inc., FQ GenPar LLC et FQ ABCP (USA) GP Inc.) et 8645230 Canada Inc., qui détient Gestion Fiera Capital S.à.r.l.

Les filiales sont des entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle. La Société contrôle une entité émettrice lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en compte au moment d'évaluer si la Société contrôle ou non une autre entité. Les filiales sont entièrement consolidées à partir de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle et sont déconsolidées à partir de la date à laquelle elle en perd le contrôle.

Les méthodes comptables des filiales ont été modifiées au besoin afin d'en assurer la cohérence avec celles qu'a adoptées la Société.

#### Participations dans des coentreprises

Une coentreprise résulte d'un accord contractuel en vertu duquel la Société et d'autres parties entreprennent une activité économique qui est sous contrôle conjoint. La Société détient des intérêts dans les coentreprises suivantes : Fiera Axiom Infrastructure Inc. (« Fiera Axiom »), entité spécialisée dans les investissements en infrastructure, et Fiera Immobilier Limitée (« Fiera Immobilier »), entité spécialisée dans les investissements immobiliers, dans lesquelles la Société a un contrôle conjoint. Les résultats financiers attribuables à la participation de la Société dans ses coentreprises sont pris en compte dans ses résultats selon la méthode de la mise en équivalence.

Après la date d'acquisition, la quote-part du résultat des coentreprises de la Société est constatée à l'état consolidé du résultat net. Les variations cumulatives postérieures à l'acquisition sont portées en ajustement de la valeur comptable de la participation. Lorsque la quote-part des pertes des coentreprises revenant à la Société est égale ou supérieure à sa participation dans celles-ci, y compris toute autre créance non garantie, la Société ne comptabilise pas d'autres pertes à moins qu'elle ait contracté une obligation juridique ou implicite ou effectué des paiements au nom des coentreprises.

Les méthodes comptables des coentreprises ont été modifiées au besoin afin d'en assurer la cohérence avec celles qu'a adoptées la Société.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

La Société évalue, chaque fin d'exercice, s'il existe des preuves objectives que sa participation dans une coentreprise s'est dépréciée. Si tel est le cas, la valeur comptable de cette participation est ramenée à la valeur recouvrable estimée (soit le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de vente et de la valeur d'utilité), et la perte de valeur est imputée à l'état consolidé du résultat net. Conformément à IAS 36, les pertes de valeur font l'objet d'une reprise dans des exercices ultérieurs si la valeur recouvrable de la participation augmente par la suite et si cette augmentation peut être objectivement liée à un événement survenu après la constatation de la perte de valeur.

#### Regroupement d'entreprises

Les acquisitions d'entreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est évaluée à la juste valeur. Les frais connexes à l'acquisition sont comptabilisés dans l'état du résultat net.

À la date d'acquisition, les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont comptabilisés à la juste valeur, sauf s'il s'agit d'actifs ou passifs d'impôt différé, lesquels sont comptabilisés et évalués conformément à IAS 12. Les variations subséquentes des justes valeurs sont portées en ajustement du coût d'acquisition si elles constituent un ajustement effectué au cours de la période d'évaluation. La période d'évaluation est la période se situant entre la date d'acquisition et celle à laquelle toutes les informations importantes requises pour déterminer la juste valeur sont disponibles, et elle ne peut excéder 12 mois. Toutes les autres variations subséquentes sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net. Pour calculer la juste valeur, il faut faire des estimations concernant les immobilisations incorporelles acquises, les immobilisations corporelles et la contrepartie conditionnelle. La contrepartie conditionnelle qui est classée comme un passif est évaluée à chaque date de clôture subséquente, et le profit ou la perte correspondant est porté en résultat net.

Le goodwill est évalué comme étant l'excédent de la contrepartie transférée sur les montants nets des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Si, après la réévaluation, les montants nets des actifs identifiables acquis et des passifs repris excèdent la somme de la contrepartie transférée, l'excédent est comptabilisé immédiatement dans l'état consolidé du résultat net à titre de profit sur une acquisition à des conditions avantageuses.

#### Conversion des monnaies étrangères

La Société établit et présente ses états financiers consolidés en dollars canadiens, sa monnaie fonctionnelle.

Les transactions en monnaies étrangères sont converties en utilisant les cours de change en vigueur aux dates des transactions. En règle générale, les profits et pertes de change découlant du règlement de telles transactions et de la conversion, aux cours de change de clôture d'exercice, des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés à l'état consolidé du résultat net. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont présentés en dollars canadiens selon les cours de change en vigueur à la date de leur comptabilisation initiale.

Les actifs et passifs des établissements à l'étranger, ce qui inclut le goodwill et les ajustements de la juste valeur par suite de l'acquisition, sont convertis en dollars canadiens aux cours de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et les charges de ces établissements sont convertis aux cours de change prévalant à la date des transactions.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

Les profits ou pertes de change sont pris en compte dans les autres éléments du résultat global et sont reclassés dans le résultat net au moment de la cession intégrale ou partielle de la participation dans un établissement à l'étranger.

#### Comptabilisation des produits

Les produits sous forme d'honoraires de gestion sont comptabilisés lorsque les services connexes sont rendus et lorsque les honoraires peuvent être déterminés. Ces honoraires sont facturés trimestriellement en fonction de la moyenne quotidienne des actifs sous gestion (« ASG ») tandis que d'autres sont calculés et facturés mensuellement ou trimestriellement selon la valeur des actifs sous gestion à la clôture du trimestre civil ou du mois ou selon la moyenne du solde des ASG à l'ouverture et à la clôture du trimestre.

Les honoraires de performance sont comptabilisés uniquement aux dates d'évaluation du rendement indiquées dans les ententes relatives aux comptes individuels et sont fonction de la réalisation, pour le compte, d'une performance supérieure à des cibles qui ont été convenues pour la période concernée.

#### Produits différés

Les fonds reçus de parties externes à des fins spécifiques sont constatés à leur réception en tant que produits différés et sont inscrits dans la période durant laquelle les services connexes sont fournis ou les charges engagées.

#### Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont constatés lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles d'un instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie provenant des actifs ont expirés ou ont été transférés et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété. Les achats et ventes réguliers d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.



# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

Lors de leur comptabilisation initiale, la Société classe ses instruments financiers dans les catégories suivantes, en fonction du but pour lequel ils ont été acquis :

#### Classement

Trésorerie et trésorerie soumise à des restrictions	Prêts et créances
Placements	
Autres titres et obligations	Juste valeur par le biais du résultat net
Placements dans des fonds communs de placement et des fonds en gestion commune	Disponibles à la vente
Débiteurs	Prêts et créances
Avance à une coentreprise	Prêts et créances
Avance à un actionnaire lié	Prêts et créances
Emprunt bancaire	Passifs financiers au coût amorti
Créditeurs et charges à payer	Passifs financiers au coût amorti
Sommes dues à des sociétés liées	Passifs financiers au coût amorti
Dépôts-clients	Passifs financiers au coût amorti
Valeur de l'option attribuée à la participation ne donnant pas le contrôle	Juste valeur par le biais du résultat net
Dette à long terme	Passifs financiers au coût amorti
Obligations au titre du prix d'achat	Passifs financiers au coût amorti
Instruments financiers dérivés	Juste valeur par le biais du résultat net

#### *Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net*

Un actif financier est classé dans cette catégorie s'il a été acquis principalement dans le but d'être vendu ou racheté à court terme. Les instruments détenus par la Société et classés dans cette catégorie sont les autres titres et obligations, lesquels sont classés dans les placements au bilan consolidé, ainsi que les instruments financiers dérivés.

Les instruments financiers de cette catégorie sont évalués initialement et subséquemment à leur juste valeur. Les coûts de transaction sont passés en charges à l'état consolidé du résultat net au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Les profits et pertes découlant des variations de la juste valeur sont présentés dans l'état consolidé du résultat net dans la période où ils se produisent. Les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont classés dans les actifs courants, sauf dans le cas de la partie qui devrait être réalisée ou réglée au-delà de 12 mois à compter de la date du bilan consolidé, partie qui est alors présentée comme un élément non courant.



# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

#### *Prêts et créances*

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les prêts et créances de la Société comprennent la trésorerie, la trésorerie soumise à des restrictions, les débiteurs, l'avance à une coentreprise et l'avance à un actionnaire lié. Exception faite de l'avance à un actionnaire lié, ces actifs sont inclus dans les actifs courants en raison de leur nature à court terme. Les prêts et créances sont initialement comptabilisés au montant qui devrait être reçu moins, si cela s'applique, un montant visant à les ramener à la juste valeur. Par la suite, les prêts et créances sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, moins une charge pour dépréciation.

#### *Disponibles à la vente*

Les placements disponibles à la vente sont initialement comptabilisés à leur juste valeur majorée des coûts de transaction et sont ensuite comptabilisés à leur juste valeur. Les profits ou pertes découlant des variations de la juste valeur sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Les placements disponibles à la vente sont classés comme étant non courants, à moins que le placement arrive à échéance dans les 12 prochains mois ou que la direction s'attende à le céder d'ici là.

Les dividendes sur les instruments de capitaux propres disponibles à la vente sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net lorsque le droit de la Société de recevoir le paiement est établi. Lorsqu'un placement disponible à la vente est vendu ou s'est déprécié, les profits ou pertes accumulés sont reclassés du cumul des autres éléments du résultat global à l'état consolidé du résultat net.

#### *Passifs financiers au coût amorti*

Les passifs financiers évalués au coût amorti comprennent l'emprunt bancaire, les créditeurs et charges à payer, les sommes dues à des sociétés liées, les dépôts-clients, la dette à long terme et les obligations au titre du prix d'achat. Les créditeurs et charges à payer, les sommes dues à des sociétés liées et les dépôts-clients sont comptabilisés initialement au montant devant être payé et duquel est retranché, si cela s'applique, un montant visant à les ramener à la juste valeur. Par la suite, ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. La dette à long terme et les obligations au titre du prix d'achat sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, déduction faite des coûts de transaction engagés, et sont comptabilisées par la suite au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### **Trésorerie soumise à des restrictions**

La trésorerie soumise à des restrictions se compose de dépôts-clients reçus au cours de l'exercice suivant le règlement d'un recours collectif en faveur de certains clients pour lesquels la Société a agi à titre de mandataire et d'une lettre de crédit émise dans le cadre d'un contrat de location.

#### **Placements**

Les placements dans d'autres titres et obligations sont comptabilisés à la juste valeur au bilan consolidé selon le cours acheteur. Les placements dans des parts de fonds communs de placement et de fonds en gestion commune sont inscrits à la valeur liquidative présentée par le gestionnaire de fonds.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses qui sont directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés comme un actif distinct, selon le cas, seulement lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs associés à cet élément iront à la Société et que le coût peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable d'un actif remplacé est décomptabilisée lorsqu'il a été remplacé. Les frais d'entretien et de réparation sont comptabilisés à l'état consolidé du résultat net dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

Les principales catégories d'immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les périodes suivantes :

Mobilier et matériel de bureau	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Améliorations locatives	Durée du bail

Les valeurs résiduelles, les modes d'amortissement et les durées d'utilité des immobilisations corporelles sont revus annuellement et ajustés au besoin. Les profits et pertes sur les cessions d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le produit tiré de leur cession à la valeur comptable de l'actif et sont inscrits à l'état consolidé du résultat net.

#### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée, telles que les contrats de gestion conclus avec des fonds communs de placement, sont comptabilisées au coût. La Société s'attend à la fois à ce que le renouvellement de ces contrats et les flux de trésorerie qu'ils génèrent se poursuivent indéfiniment. Ces fonds communs de placement ont une durée de vie indéterminée. En conséquence, la Société n'amortit pas ces immobilisations incorporelles, mais les soumet à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'elles pourraient s'être dépréciées.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont comptabilisées au coût. Les autres immobilisations incorporelles se composent notamment du nom commercial, des logiciels et des ententes de non-concurrence. Les durées d'utilité attendues des relations clients à durée de vie déterminée sont analysées chaque année et établies sur la base de l'analyse des taux d'attrition de clients passés et projetés et d'autres facteurs qui peuvent influencer sur les avantages économiques futurs prévus que la Société tirera des relations avec sa clientèle.

L'amortissement des actifs à durée de vie déterminée est basé sur leur durée d'utilité estimée selon le mode linéaire et sur les périodes suivantes :

Contrats de gestion d'actifs	10 ans
Relations clients	10 à 20 ans
Autres	2 à 8 ans

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

#### Dépréciation d'actifs non financiers

Les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont soumises à des tests de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au moins une fois l'an. Aux fins de l'évaluation des valeurs recouvrables, les actifs sont regroupés au niveau le plus bas pour lequel il existe des flux de trésorerie pouvant être identifiés de manière distincte (unités génératrices de trésorerie ou « UGT »). La valeur recouvrable correspond à la plus élevée de la juste valeur d'un actif diminuée des coûts de vente et de la valeur d'utilité (à savoir la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de l'actif concerné ou de l'UGT). Une perte de valeur est comptabilisée au titre du montant par lequel la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable.

La Société évalue la possibilité de procéder à une reprise de perte de valeur lorsque des événements ou circonstances justifient un tel examen.

#### Goodwill

Le goodwill représente l'excédent de la contrepartie transférée dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sur la juste valeur de la quote-part revenant à la Société des actifs nets identifiables acquis à la date d'acquisition. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation au moins une fois l'an et est comptabilisé au coût diminué du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur du goodwill ne peuvent faire l'objet d'une reprise.

Aux fins du test de dépréciation du goodwill, l'UGT, qui représente le niveau le plus bas auquel la direction surveille le goodwill est le secteur opérationnel (note 23), exclusion faite de certains fonds de gestion alternative que gère Société en commandite Fiera Quantum (note 4), lesquels forment également une UGT depuis son acquisition le 1<sup>er</sup> mai 2013.

#### Contrats de location

Les contrats de location aux termes desquels la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété sont conservés par le bailleur sont classés comme contrats de location simple. Les paiements effectués en vertu de tels contrats (déduction faite de tout incitatif à la location reçu du bailleur) sont passés en charges à l'état consolidé du résultat net sur une base linéaire sur la durée du contrat.

#### Frais différés

Les frais différés sont constitués des primes d'assurance, des loyers et d'autres charges payées d'avance à long terme et sont amortis suivant le mode linéaire sur la durée des contrats.

#### Obligations différées liées à des contrats de location

La Société a des contrats de location pour des bureaux qui contiennent des clauses d'indexation fixe et préétablie des loyers minimums. La Société constate la charge locative s'y rapportant sur une base linéaire et, conséquemment, comptabilise à titre d'obligations différées liées à des contrats de location l'écart entre la charge locative comptabilisée et les montants payables en vertu des baux.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

#### Incitatifs à la location

Les incitatifs à la location représentent des attributions reçues des bailleurs au titre des améliorations locatives et sont amortis sur la durée des baux.

#### Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt sur le résultat est comptabilisé dans l'état consolidé du résultat net, sauf s'il a trait à des éléments comptabilisés directement en capitaux propres, auquel cas il est également comptabilisé directement dans les capitaux propres.

L'impôt exigible correspond à l'impôt à payer prévu sur le résultat imposable de l'exercice, impôt qui est établi en utilisant les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la clôture de la période considérée, ainsi que tout ajustement à l'impôt payable à l'égard d'exercices précédents.

En général, l'impôt différé est comptabilisé au titre de différences temporaires entre les bases fiscales des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. L'impôt différé est déterminé sur une base non actualisée en utilisant les taux d'impôt et lois fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date du bilan consolidé et qui devraient s'appliquer lorsque l'actif ou le passif d'impôt différé sera réalisé ou réglé. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'ils pourront être réalisés.

L'impôt sur le résultat différé est établi en fonction des différences temporaires découlant des participations dans les filiales et les coentreprises, sauf dans le cas des filiales pour lesquelles le moment du renversement des différences temporaires est contrôlé par la Société et lorsqu'il est probable que les différences temporaires ne se renverseront pas dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont présentés comme étant des éléments non courants.

#### Avantages du personnel

##### *Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi*

Certains employés de la Société ont des droits en vertu de ses régimes de retraite, qui sont des régimes à cotisations définies. Le coût des régimes de retraite à cotisations définies est passé en charges au fur et à mesure que ces employés gagnent les droits à ces cotisations.

##### *Régimes de primes*

La Société comptabilise une provision et une charge au titre des primes dès qu'elle est contractuellement tenue de faire un paiement à cet égard ou qu'une pratique antérieure a créé une obligation implicite.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

#### *Rémunération à base d'actions*

La Société octroie des options sur actions à certains employés. Le conseil d'administration peut établir à quel moment une option devient exerçable et si elle le sera par échelonnement ou en fonction d'un calendrier d'acquisition des droits.

La charge de rémunération à base d'actions est comptabilisée au moyen de la méthode de la juste valeur. Conformément à cette méthode, la charge de rémunération relative à chaque tranche est évaluée à la juste valeur à la date d'attribution selon le modèle d'évaluation des options Black-Scholes et elle est constatée sur la période d'acquisition des droits. Lorsque les options sur actions sont exercées, toute contrepartie versée par les employés est portée au capital social et la juste valeur des options qui a été constatée est retranchée du surplus d'apport et portée elle aussi au capital social.

#### *Régime d'unités d'actions différées*

La charge liée à l'attribution d'unités d'actions différées (« UAD ») était constatée lorsque les unités d'actions différées étaient émises. Les variations de la juste valeur des UAD émises précédemment que causent les fluctuations du prix des actions ordinaires de la Société sont constatées de façon continue dans l'état consolidé du résultat net. Le nombre d'UAD attribuées aux administrateurs était calculé en divisant la valeur en dollars de la tranche de leurs jetons de présence à verser sous forme d'UAD par le cours de clôture des actions de la Société à la Bourse de Toronto (« TSX ») le jour ouvrable précédant immédiatement la date de l'attribution. En 2010, le conseil d'administration a annulé le régime d'UAD. Cependant, tous les droits et privilèges existants sont demeurés inchangés. Tous les administrateurs admissibles reçoivent désormais une rémunération en trésorerie.

#### *Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions*

Le régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions (le « régime d'UAR ») a été mis sur pied afin de donner à certains employés la possibilité d'acquérir des actions de catégorie A avec droit de vote subalterne de la Société de sorte à inciter les intéressés à devenir des employés de la Société ou de l'une de ses sociétés affiliées et à leur permettre de participer à la croissance et au développement de celle-ci. Le nombre maximum d'actions pouvant être émises aux termes de tous les régimes représente 10 % du nombre d'actions émises et en circulation de la Société, nombre qui est calculé sur une base non diluée. La date de souscription est le troisième anniversaire de la date d'attribution. Le conseil d'administration peut déterminer le nombre d'actions que chaque employé admissible peut recevoir. La charge relative aux unités d'actions assujetties à des restrictions (« UAR ») est inscrite à la juste valeur et est amortie sur la période d'acquisition des droits selon le mode linéaire.

#### *Régime d'unités d'actions liées au rendement*

La Société offre deux régimes d'unités d'actions liées au rendement (collectivement, les « régimes d'UALR »), l'un ayant été établi en 2012 et l'autre, en 2013. Ces régimes d'UALR ont été créés afin de fidéliser les employés clés et de leur permettre de prendre part à la croissance et au développement de la Société. Aucune unité d'actions liée au rendement (« UALR ») n'a été attribuée dans le cadre du régime d'UALR établi en 2012, tandis que des attributions d'UALR ont été effectuées aux termes du régime d'UALR établi en 2013.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

Aux termes du régime d'UALR établi en 2013, la Société peut régler les UALR en trésorerie ou en actions de catégorie A. Les droits aux UALR attribuées sont acquis à l'atteinte de cibles temporelles et de rendement établies par le conseil d'administration au moment de l'attribution. La charge relative aux UALR pour ce qui est du régime d'UALR établi en 2013 est inscrite selon la méthode de la juste valeur. En vertu de celle-ci, la charge de rémunération est évaluée à la juste valeur à la date d'attribution au moyen d'un modèle des flux de trésorerie actualisés et est constatée sur la période d'acquisition des droits. Comme la Société entend les régler en actions, ces UALR sont considérées comme des transactions dont le paiement est fondé sur des actions réglées en instruments de capitaux propres.

#### *Indemnités de cessation d'emploi*

La Société comptabilise les indemnités de cessation d'emploi lorsqu'elle s'est manifestement engagée à mettre fin à l'emploi des employés actifs selon un plan formalisé et détaillé sans possibilité d'un retrait, ou à fournir des indemnités à la suite d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Les indemnités qui deviennent payables plus de 12 mois après la fin de la période considérée sont actualisées.

#### **Provisions de restructuration**

Ces provisions, qui représentent les indemnités de cessation d'emploi, sont évaluées en fonction des meilleures estimations de la direction concernant les fonds nécessaires pour régler l'obligation à la clôture de la période considérée et sont actualisées si l'incidence est importante.

#### **Résultat par action**

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de la période attribuable aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

Le résultat dilué par action est calculé en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation de sorte à tenir compte des instruments dilutifs. Le nombre d'actions inclus à l'égard des options et autres instruments semblables est établi au moyen de la méthode du rachat d'actions et seul l'élément représentant la prime de l'émission est pris en compte dans le résultat dilué par action. Cet élément correspond à la différence entre le nombre d'actions ordinaires qui seraient émises au prix d'exercice et le nombre d'actions ordinaires qui l'auraient été au cours moyen. Les actions potentiellement dilutives de la Société comprennent les options sur actions et les unités d'actions liées au rendement qui sont attribuées aux employés.

#### **Capital social**

Les actions de catégorie A avec droit de vote subalterne (les « actions de catégorie A ») et les actions de catégorie B avec droit de vote spécial (les « actions de catégorie B ») sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions sont portés en réduction des capitaux propres.

#### **Dividendes**

Les dividendes sur les actions sont comptabilisés dans les états financiers consolidés de la Société de la période durant laquelle son conseil d'administration approuve ces dividendes.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

#### Surplus d'apport

Le surplus d'apport est défini comme étant la réserve établie pour les paiements à base d'actions, laquelle est comptabilisée à la juste valeur.

#### Jugements comptables importants et incertitudes relatives aux estimations

L'application des méthodes comptables de la Société exige que sa direction ait recours à des estimations et pose des jugements qui peuvent influencer fortement sur les produits, les charges, le résultat global, les actifs et les passifs qu'elle constate ainsi que les informations qu'elle présente dans ses états financiers consolidés. Les estimations et jugements sont importants :

- lorsque l'issue est hautement incertaine au moment où les estimations sont faites et les jugements posés;
- lorsque des estimations ou jugements différents auraient vraisemblablement pu être faits ou posés et que cela aurait eu une incidence importante sur les états financiers consolidés.

Les meilleures estimations de la direction concernant les résultats à venir reposent sur les circonstances et les données disponibles au moment où ces estimations sont faites. Pour établir ces estimations, la direction s'appuie sur les résultats passés, la conjoncture économique et ses tendances ainsi que sur des hypothèses concernant des issues futures probables. Les estimations et les hypothèses qui les sous-tendent sont examinées régulièrement et les conséquences de toute variation sont constatées immédiatement. Les résultats réels différeront de ceux estimés, et les écarts pourraient être importants. Le budget annuel dressé par la direction et son plan à long terme, lequel couvre une période de cinq ans, constituent des sources d'information clés pour de nombreuses estimations importantes qui ont été exigées dans l'établissement des présents états financiers consolidés. La direction dresse annuellement un budget et met régulièrement à jour son plan à long terme. Les flux de trésorerie et le niveau de rentabilité pris en compte dans le budget et le plan à long terme sont fondés sur les actifs sous gestion existants et futurs, les conditions du marché en général et les structures de coûts actuelles et futures. Le budget et le plan à long terme doivent être approuvés à divers paliers hiérarchiques, dont celui de la haute direction. Le conseil d'administration approuve le budget annuel.

Ce qui suit décrit les principaux jugements et estimations comptables que la Société a posés ou faites en établissant ses états financiers consolidés.

#### *Unité génératrice de trésorerie*

La Société avait établi qu'elle avait une UGT aux fins de l'évaluation de la valeur comptable du goodwill attribué et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée jusqu'à ce qu'elle acquière auprès de GMP Investment Management les fonds de gestion d'actifs maintenant appelés Fonds diversifié Alpha et Fonds PCAA canadien, lesquels constituent également une UGT depuis leur acquisition le 1<sup>er</sup> mai 2013.



# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

#### *Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée ou déterminée*

La Société effectue chaque année un test de dépréciation du goodwill pour savoir s'il a subi une dépréciation. La valeur recouvrable de l'UGT est déterminée en fonction de la valeur d'utilité. Ce calcul nécessite l'utilisation d'estimations, dont celles qui ont trait aux taux de croissance hypothétiques des flux de trésorerie futurs, au nombre d'années utilisées dans le modèle des flux de trésorerie, au taux d'actualisation et à d'autres estimations. Les valeurs recouvrables des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée ou déterminée sont basées sur la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus, dont le calcul nécessite la formulation d'estimations concernant les flux de trésorerie futurs, ce qui tient compte des taux projetés d'attrition de la clientèle, si cela est pertinent, ainsi que le recours à des taux d'actualisation et à un pourcentage de la marge brute.

#### *Regroupements d'entreprises*

Le processus de répartition de prix d'achat résultant d'un regroupement d'entreprises exige de la direction qu'elle estime la juste valeur des actifs acquis, dont les immobilisations incorporelles et les immobilisations corporelles, ainsi que des passifs repris, tels que les obligations au titre du prix d'achat exigibles au fil du temps. La Société se sert de techniques d'évaluation qui reposent généralement sur des prévisions du total des flux de trésorerie actualisés nets futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses posées par la direction quant au rendement futur des actifs concernés et au taux d'actualisation qui est appliqué.

#### *Impôt sur le résultat*

Le calcul de la charge d'impôt sur le résultat exige beaucoup de jugement dans l'interprétation des lois et règlements fiscaux, qui sont en constante évolution. Il y a de nombreuses transactions et de nombreux calculs pour lesquels la détermination de la charge d'impôt définitive est incertaine. La Société constate des passifs relativement aux questions prévues d'audit fiscal en estimant si elle devra ou non payer de l'impôt supplémentaire. Lorsque l'issue finale, sur le plan fiscal, de ces questions ne correspond pas aux montants qui ont été initialement comptabilisés, les différences ont une incidence sur les actifs et passifs d'impôt exigible et différé de la période dans laquelle une telle détermination a été faite.

L'établissement des montants des actifs et passifs d'impôt différé à constater fait appel au jugement. Des jugements importants doivent être posés afin d'établir le calendrier de renversement des différences temporaires auxquelles les taux d'impôt futurs sont appliqués. Le montant des actifs d'impôt différé, qui se limite au montant dont la réalisation est probable, est estimé en tenant compte du calendrier, des sources et du niveau de résultat imposable futur.



# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

#### IFRS non encore adoptées

La Société n'a pas appliqué les IFRS suivantes, qui sont soit nouvelles, soit modifiées ou qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore en vigueur :

##### *IFRS 9 – Instruments financiers*

IFRS 9, qui a été publiée en novembre 2009, renferme de nouvelles exigences quant au classement et à l'évaluation des actifs financiers. IFRS 9 a été modifiée en octobre 2010 de façon à inclure des exigences relatives au classement et à l'évaluation des passifs financiers et à leur décomptabilisation. IFRS 9 doit être appliquée pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, mais son application anticipée est autorisée. En novembre 2013, l'IASB a apporté d'autres modifications à IFRS 9 de sorte à en supprimer la date d'entrée en vigueur obligatoire. Cette modification soustrait également les entités à l'obligation de retraiter les informations correspondantes et les informations à fournir que prescrit IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*.

Ce qui suit indique les principales exigences d'IFRS 9 :

- Tous les actifs financiers comptabilisés qui entrent dans le champ d'application de la norme IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, doivent être évalués ultérieurement au coût amorti ou à la juste valeur. Plus précisément, un placement dans un instrument de créance dont la détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels et dont les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le solde du capital est généralement évalué au coût amorti à la clôture des périodes comptables ultérieures. Tous les autres placements dans des instruments de créance ou de capitaux propres sont évalués à leur juste valeur à la clôture des périodes comptables ultérieures. De plus, en vertu d'IFRS 9, une entité peut faire le choix irrévocable de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations subséquentes de la juste valeur d'un placement dans un instrument de capitaux propres qui n'est pas détenu à des fins de transaction, seul le revenu de dividendes étant généralement porté en résultat net.
- En ce qui concerne l'évaluation des passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, IFRS 9 exige que le montant de la variation de la juste valeur d'un passif financier qui est attribuable aux variations du risque de crédit associé à ce passif soit présenté dans les autres éléments du résultat global, sauf si une telle constatation des effets des variations du risque de crédit du passif créerait ou accroîtrait une non-concordance comptable au niveau du résultat net. Les variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit d'un passif financier ne sont pas reclassées ultérieurement dans le résultat net. Aux termes d'IAS 39, la totalité du montant de la variation de la juste valeur d'un passif financier désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net doit être présentée dans le résultat net.

La Société est toujours en voie d'évaluer l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

##### *Entités d'investissement (modifications d'IFRS 10, d'IFRS 12 et d'IAS 27)*

Les modifications d'IFRS 10 définissent ce qu'est une entité d'investissement et exigent d'une entité publiante qui correspond à la définition d'une entité d'investissement qu'elle ne consolide pas ses filiales, mais les évalue plutôt à la juste valeur par le biais du résultat net dans ses états financiers consolidés et individuels.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

---

### 3. Principales méthodes comptables, jugements et incertitudes relatives aux estimations (suite)

Les conditions suivantes doivent être réunies pour qu'une entité publiante soit considérée comme une entité d'investissement :

- elle obtient des fonds d'un ou de plusieurs investisseurs afin de leur fournir des services de gestion de placements;
- elle déclare à son ou ses investisseurs qu'elle a pour objet d'investir des fonds dans le seul but de réaliser des rendements sous forme de plus-values en capital ou de revenus d'investissement, ou les deux; et
- elle évalue et apprécie la performance de la quasi-totalité de ses investissements sur la base de la juste valeur.

Des modifications corrélatives ont été apportées à IFRS 12 et à IAS 27 afin d'instaurer de nouvelles exigences quant aux informations que doivent fournir les entités d'investissement.

Les modifications d'IFRS 10, d'IFRS 12 et d'IAS 27 doivent être appliquées pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, mais leur application anticipée est autorisée. La Société ne s'attend pas à ce que ces modifications, qui concernent les entités d'investissement, aient une incidence sur ses états financiers consolidés puisqu'elle n'est pas une entité d'investissement selon la définition qu'en donnent les IFRS.

#### *Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers (modifications d'IAS 32)*

Les modifications d'IAS 32 clarifient les exigences quant à la compensation d'actifs et de passifs financiers. Plus précisément, elles précisent le sens de l'expression « a actuellement un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation » et ce que signifie une réalisation et un règlement simultanés.

IAS 32 doit être appliquée pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, mais son application anticipée est autorisée. La Société ne prévoit pas que l'application de ces modifications d'IAS 32 aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés puisqu'elle n'a pas d'actifs ou de passifs financiers admissibles à la compensation.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 4. Regroupements d'entreprises

2013

#### GMP Capital Inc.

Le 1<sup>er</sup> mai 2013, la Société a mené à terme une transaction avec GMP Capital Inc. (« GMP ») aux termes de laquelle elle a acquis certains fonds de gestion alternative de GMP Investment Management, y compris des fonds phares ayant trait au Fonds diversifié Alpha de GMP et au Fonds PCAA canadien. Cette transaction a permis à Corporation Fiera Capital d'élargir la portée de ses stratégies de gestion alternative, secteur qui a connu une grande effervescence ces dernières années sur le marché nord-américain et qui est appelé à poursuivre sa croissance. Cette transaction a procuré aux clients de la Société des améliorations sur le plan de l'innovation et de la gamme de produits ainsi que des solutions de placement personnalisées qui répondent à leurs objectifs. En vertu des modalités de l'entente, des membres clés de l'équipe de GMP Investment Management se sont joints à une nouvelle filiale de la Société, Société en commandite Fiera Quantum, dans laquelle ils détiennent maintenant une participation de 45 %. Le prix d'achat comprend une contrepartie en trésorerie de 10 750 \$ qui a été payée à la clôture de la transaction, plus un montant à verser dans un compte en mains tierces à la clôture de chacune des trois prochaines années équivalant à 25 % des honoraires de performance générés et établis en fonction des actifs acquis. Le montant entier sera libéré en faveur de GMP uniquement si certains seuils minimaux d'ASG sont atteints.

Dans le cadre du regroupement d'entreprises avec GMP, les membres clés de l'équipe de GMP Investment Management détiennent une option leur permettant de vendre la totalité, mais seulement la totalité, de leur participation dans Société en commandite Fiera Quantum le dernier jour ouvrable du 36<sup>e</sup> mois suivant la clôture de l'acquisition des actifs de GMP par celle-ci. Cette option pourra être réglée en trésorerie ou par l'émission d'actions de catégorie A avec droit de vote subalterne de Corporation Fiera Capital, au gré de celle-ci. L'option d'acquérir la participation ne donnant pas le contrôle a été comptabilisée comme un passif et imputée en réduction de la participation ne donnant pas le contrôle.

La transaction a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises selon la méthode de l'acquisition et, par conséquent, les actifs et les passifs ont été inscrits à leur juste valeur estimée à la date d'acquisition. La Société a parachevé la répartition du prix d'achat en s'appuyant sur les meilleures estimations de la direction, comme suit :

	\$
Actifs courants	518
Immobilisations incorporelles	18 570
Goodwill	1 918
Impôt sur le résultat différé	(1 555)
Valeur de l'option attribuée à la participation ne donnant pas le contrôle	(7 298)
	12 153
Participation ne donnant pas le contrôle	(8 590)
Valeur initiale de l'option attribuée à la participation ne donnant pas le contrôle	7 298
Participation ne donnant pas le contrôle, montant net	(1 292)
	<b>10 861</b>
<b>Contrepartie</b>	
	\$
Contrepartie en trésorerie	10 750
Obligation de prix d'achat	111
	<b>10 861</b>

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 4. Regroupements d'entreprises (suite)

Le goodwill est imputable aux synergies qui devraient résulter du regroupement des équipes de gestion alternative et n'est pas déductible aux fins de l'impôt. La direction de la Société a identifié certaines immobilisations incorporelles acquises auprès de GMP, qui ont été constatées de manière distincte du goodwill. Ces immobilisations incorporelles englobent les relations clients, lesquelles ont été évaluées au montant de 18 570 \$.

Même si elle avait parachevé la répartition du prix d'achat au trimestre précédent, la Société a, au quatrième trimestre de 2013, constaté un ajustement visant à accroître de 518 \$ les actifs courants et à réduire de 1 239 \$ l'obligation de prix d'achat, diminuant ainsi le goodwill d'un total de 1 757 \$. Ces ajustements ont donné lieu à une augmentation de la participation ne donnant pas le contrôle de 234 \$ et à une hausse correspondante du goodwill.

#### Bel Air

Le 31 octobre 2013, la Société a réalisé une transaction visant l'acquisition de Bel Air Investment Advisors, LLC, dont le siège social était à Los Angeles, en Californie, ainsi que de sa société affiliée, Bel Air Securities LLC (collectivement, « Bel Air »). Bel Air est une importante société de gestion de patrimoine américaine. Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie d'expansion sur le marché américain de la Société, lui assure une présence en Californie et au Texas et enrichit son potentiel de croissance sur le marché américain de la gestion de patrimoine privé.

Selon les termes de l'entente, le prix d'achat de Bel Air englobe une tranche de 115 240 \$ US (120 371 \$ CA) réglée en trésorerie, pour 9 760 \$ US de nouvelles actions de catégorie A de la Société, actions qui seront émises sur une période de 32 mois suivant la clôture et qui ont été inscrites à une valeur de 8 419 \$ US (8 781 \$ CA), ainsi qu'une obligation de prix d'achat de 9 000 \$ US (9 400 \$ CA), laquelle représente la meilleure estimation, par la Société, de l'ajustement du fonds de roulement dont le calcul sera parachevé en 2014. Une tranche de 14 640 \$ US (15 292 \$ CA) de la contrepartie en trésorerie sera détenue en mains tierces pendant une période de trois ans.

La transaction a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises selon la méthode de l'acquisition, et les actifs et les passifs ont été inscrits à leur juste valeur estimée à l'acquisition, comme suit :

	\$
Trésorerie	9 629
Autres actifs courants	5 503
Immobilisations corporelles	376
Immobilisations incorporelles	66 112
Goodwill (dont 60 049 \$ sont déductibles aux fins de l'impôt)	60 049
Créditeurs et charges à payer	(3 117)
	<b>138 552</b>
<b>Contrepartie</b>	
	\$
Contrepartie en trésorerie	120 371
Obligation de prix d'achat	9 400
Actions devant être émises progressivement	8 781
	<b>138 552</b>

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 4. Regroupements d'entreprises (suite)

Le goodwill est imputable au potentiel de croissance que représente l'établissement d'une plate-forme nord-américaine de gestion de patrimoine privé ainsi qu'à un personnel compétent déjà en poste. La direction de la Société a identifié certaines immobilisations incorporelles acquises auprès de Bel Air, qui ont été constatées de manière distincte du goodwill. Ces immobilisations incorporelles englobent le nom commercial, évalué à 1 880 \$, une entente de non-concurrence, évaluée à 2 298 \$, un contrat de gestion d'actifs, évalué à 1 984 \$, et les relations clients, évaluées à 59 950 \$.

#### Wilkinson O'Grady

Le 31 octobre 2013, la Société a mené à terme une transaction visant l'acquisition de Wilkinson O'Grady & Co. Inc. (« Wilkinson O'Grady »), gestionnaire d'actifs d'envergure mondiale dont le siège social est à New York. Cette acquisition reflète la stratégie de la Société qui est de pénétrer le marché américain de la gestion de patrimoine privé et rehaussera ses compétences dans le secteur des actions américaines et internationales.

Le prix d'achat de Wilkinson O'Grady englobe une tranche de 29 529 \$ US (30 844 \$ CA) réglée en trésorerie ainsi que pour 1 720 \$ US (1 794 \$ CA) de nouvelles actions de catégorie A avec droit de vote subalterne de la Société (ce qui reflète la conversion de la participation d'un cadre supérieur de Wilkinson O'Grady en actions de catégorie A nouvellement émises de la Société).

La transaction a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises selon la méthode de l'acquisition, et les actifs et les passifs ont été inscrits à leur juste valeur estimée à l'acquisition, comme suit :

	\$
Trésorerie	1 839
Autres actifs courants	7 674
Immobilisations corporelles	498
Actif d'impôt différé	155
Immobilisations incorporelles	14 622
Goodwill	15 717
Créditeurs et charges à payer	(1 251)
Passif d'impôt différé	(6 616)
	<b>32 638</b>

Contrepartie	\$
Contrepartie en trésorerie	30 844
Capital social	1 794
	<b>32 638</b>

Le goodwill est imputable au potentiel de croissance que représente l'établissement d'une plate-forme nord-américaine de gestion de patrimoine privé ainsi qu'à un personnel compétent déjà en poste. Le goodwill n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

La direction de la Société a identifié certaines immobilisations incorporelles acquises auprès de Wilkinson O'Grady, qui ont été constatées de manière distincte du goodwill. Ces immobilisations incorporelles englobent le nom commercial, évalué à 679 \$, et les relations clients, évaluées à 13 943 \$.

La Société a financé les acquisitions de Bel Air et de Wilkinson O'Grady en accroissant sa dette à long terme et en utilisant le produit tiré de l'émission de capital social, tel qu'il est présenté à la note 14.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 4. Regroupements d'entreprises (suite)

#### Incidence pro forma des acquisitions de 2013

Ce qui suit indique l'incidence de ces acquisitions, pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur les honoraires de gestion, les honoraires de performance et le résultat net :

	\$
Honoraires de gestion	12 622
Honoraires de performance	3 172
Résultat net	770

Si les regroupements d'entreprises avaient eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2013, les montants consolidés des honoraires de gestion, des honoraires de performance et du résultat net de la Société auraient été comme suit :

	\$
Honoraires de gestion	171 118
Honoraires de performance	15 552
Résultat net	19 193

La Société considère que les chiffres pro forma sont une mesure approximative de la performance financière de l'entreprise issue des regroupements sur une période de 12 mois et qu'ils fournissent une base de comparaison avec sa performance financière des exercices futurs.

Le résultat net pro forma ci-dessus prend en considération les frais de vente et charges générales et administratives, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, les intérêts sur la dette à long terme et l'élimination des frais d'acquisition ainsi que les incidences fiscales connexes.

#### 2012

##### Gestion de portefeuille Natcan inc.

Le 2 avril 2012, Corporation Fiera Capital et la Banque Nationale du Canada (la « Banque Nationale » ou la « Banque ») ont annoncé la clôture d'une transaction en vertu de laquelle la Société a acquis de la Banque Nationale la quasi-totalité des actifs de Gestion de portefeuille Natcan inc. (« Natcan ») aux termes des conditions suivantes :

La Banque a reçu, par l'entremise de Natcan, 19 732 299 actions de catégorie A avec droit de vote subalterne de Corporation Fiera Capital d'une valeur attribuée de 170 487 \$, une somme en trésorerie de 85 553 \$ ainsi qu'un montant de 74 500 \$ qui sera réglé par voie de versements au fil du temps après la clôture, à moins que la Banque Nationale et ses sociétés affiliées ne respectent pas certains seuils minimaux d'ASG.

À la date de la transaction, la contrepartie versée en actions a été comptabilisée en fonction d'une valeur de 8,64 \$ l'action.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 4. Regroupements d'entreprises (suite)

Les 19 732 299 actions de catégorie A sur lesquelles la Banque exerce un contrôle et une emprise représentaient environ 56,11 % des actions de catégorie A émises et en circulation et 35 % du nombre total d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B de Corporation Fiera Capital émises et en circulation au moment de la transaction. La Banque a aussi reçu une option lui permettant d'acquérir, à un prix de marché établi le jour de l'exercice, d'autres actions de catégorie A représentant 2,5 % du nombre total d'actions en circulation à la fin de septembre 2013 et 2014. Si les options sont intégralement exercées, la Banque détiendra 40 % des actions en circulation de Corporation Fiera Capital. La Banque aura aussi le droit de protéger sa participation dans celle-ci aux termes de droits antidilution.

La transaction a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises au moyen de la méthode de l'acquisition et, par conséquent, les actifs et les passifs sont comptabilisés à leur juste valeur estimée à la date d'acquisition, comme suit :

	\$
Actifs courants	332
Immobilisations corporelles	193
Charges reportées	365
Immobilisations incorporelles	132 302
Goodwill	186 518
Créditeurs et charges à payer	(332)
Impôt sur le résultat différé	(10 698)
	308 680

Contrepartie	\$
Contrepartie en trésorerie	85 553
Obligation de prix d'achat	52 640
Capital social émis	170 487
	308 680

Le goodwill est imputable aux importantes synergies auxquelles devrait donner lieu l'acquisition de Natcan. Une petite proportion du goodwill était déductible aux fins de l'impôt.

La direction de la Société a identifié certaines immobilisations incorporelles acquises auprès de Natcan qu'elle a comptabilisées séparément du goodwill. Ces immobilisations incorporelles comprenaient des contrats de gestion d'actifs conclus avec la Banque Nationale et ses sociétés affiliées (contrats d'une durée de sept ans et assortis d'une option de renouvellement de trois ans) et évalués à 84 800 \$, ainsi que des relations clients évaluées à 47 500 \$.

#### Canadian Wealth Management Group Inc.

Le 30 novembre 2012, la Société a acquis 100 % des actions de Canadian Wealth Management Group Inc. (« CWM ») auprès de Société Générale Private Banking. CWM était une filiale de Société Générale Private Banking établie à Calgary. Le prix d'achat a compris un montant de 7 150 \$ en trésorerie versé à la clôture et une contrepartie conditionnelle de 2 000 \$ payable en décembre 2013 si un certain niveau d'ASG était atteint.

Durant le deuxième trimestre de 2013, la Société a parachevé la répartition du prix d'achat indiquée ci-dessous en se fondant sur les meilleures estimations de la direction. La Société a reçu un remboursement de 52 \$ de la part de Société Générale Private Banking dans le cadre de l'ajustement du prix d'achat, et ce montant a donc été porté en réduction du goodwill.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 4. Regroupements d'entreprises (suite)

Les justes valeurs estimées des actifs identifiables acquis et des passifs repris à la date d'acquisition sont les suivantes :

	\$
Trésorerie	310
Autres actifs courants	1 219
Immobilisations corporelles	1 337
Immobilisations incorporelles	7 452
Goodwill	1 710
Créditeurs et charges à payer	(1 318)
Somme due à un actionnaire	(660)
Impôt sur le résultat différé	(952)
	<b>9 098</b>

Contrepartie	\$
Contrepartie en trésorerie	7 098
Obligation de prix d'achat	2 000
	<b>9 098</b>

Durant le quatrième trimestre de 2013, la Société a examiné les ASG et a conclu que les conditions exigeant le versement de la contrepartie conditionnelle de 2 000 \$ n'étaient pas réunies. C'est pourquoi l'obligation de prix d'achat a été réévaluée et la reprise a été constatée à l'état consolidé du résultat net, sous le poste « Désactualisation des obligations au titre du prix d'achat et variation de leur juste valeur ».

Ce qui suit indique l'incidence de ces acquisitions réalisées en 2012, pour la période de 15 mois close le 31 décembre 2012, sur les honoraires de gestion, les honoraires de performance et le résultat net :

	\$
Honoraires de gestion	32 273
Honoraires de performance	2 545
Perte nette	(3 173)

Si les regroupements d'entreprises avaient eu lieu le 1<sup>er</sup> octobre 2011, les montants consolidés des honoraires de gestion, des honoraires de performance et du résultat net de la Société auraient été comme suit :

	\$
Honoraires de gestion	137 135
Honoraires de performance	5 587
Résultat net	23 018

La Société considère que les chiffres pro forma sont une mesure approximative de la performance financière de l'entreprise issue des regroupements sur une période de 15 mois et qu'ils fournissent une base de comparaison avec sa performance financière des exercices futurs.



# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 4. Regroupements d'entreprises (suite)

Le résultat net pro forma ci-dessus tient compte des frais de vente et charges générales et administratives, des frais des gestionnaires externes, de l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, des intérêts sur la dette à long terme, de la désactualisation des obligations au titre du prix d'achat et des variations de la juste valeur des instruments financiers, ainsi que de l'élimination des frais d'acquisition, des provisions de restructuration et des incidences fiscales connexes.

#### Provisions de restructuration et autres coûts

En ce qui concerne les regroupements d'entreprises de la période considérée et ceux conclus antérieurement, la Société a comptabilisé des provisions de restructuration liées à des baux pour des locaux que la Société a libérés et des coûts liés à la cessation d'emploi de certains employés dans le cadre de l'intégration des différentes entreprises.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013, la Société a comptabilisé une provision de restructuration de néant (4 336 \$ pour la période de 15 mois close le 31 décembre 2012) et des coûts d'intégration liés aux regroupements d'entreprises et des primes spéciales totalisant 1 509 \$ (3 177 \$ pour la période de 15 mois close le 31 décembre 2012), pour un total de 1 509 \$ (7 513 \$ pour la période de 15 mois close le 31 décembre 2012).

Les variations des provisions de restructuration au cours des périodes ont été les suivantes :

	Indemnités de départ	Baux pour locaux	Total
	\$	\$	\$
Solde au 30 septembre 2011	530	912	1 442
Ajout durant la période	4 336	–	4 336
Montant payé durant la période	(2 790)	(912)	(3 702)
Solde au 31 décembre 2012	<b>2 076</b>	–	<b>2 076</b>
Montant payé durant l'exercice	<b>(767)</b>	–	<b>(767)</b>
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	<b>1 309</b>	–	<b>1 309</b>

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	\$	\$
Tranche courante	<b>1 116</b>	1 764
Tranche non courante	<b>193</b>	312
Total	<b>1 309</b>	2 076

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 5. Participation dans des coentreprises

La Société détient des participations dans deux coentreprises (Fiera Axium et Fiera Immobilier), et ce qui suit indique la variation de celles-ci au cours des périodes de 12 et de 15 mois.

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	12 mois	15 mois
	\$	\$
Solde d'ouverture	6 879	1 333
Souscription au capital	–	5 125
Quote-part du résultat	1 227	201
Profit de dilution	48	112
Quote-part des autres éléments du résultat global	130	108
Solde de clôture	8 284	6 879

En 2013, la participation de la Société dans Fiera Axium a changé quelque peu, mais est demeurée stable à 35 %. Un profit de dilution de 48 \$ a été constaté afin de refléter ce léger changement.

En 2012, la Société a fait passer de 35 % à 36 % sa participation dans Fiera Axium par suite d'un rachat d'actions par la coentreprise. Cependant, en octobre et novembre 2012, d'autres actionnaires de la coentreprise ont exercé leurs options, ce qui a ramené sa participation à 35 % et a donné lieu à un profit de dilution de 112 \$.

La quote-part de la Société du résultat des coentreprises et du total de leurs actifs et passifs est la suivante :

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	\$	\$
Bilan		
Actifs courants	2 671	1 662
Actifs non courants	9 419	8 664
Passifs courants	4 192	2 356
Passifs non courants	51	1 673

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	12 mois	15 mois
	\$	\$
État du résultat net		
Produits	7 478	4 758
Charges	5 990	4 557
Résultat net	1 488	201

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

---

### 6. Instruments financiers

Par voie de ses actifs et passifs financiers, la Société est exposée, à l'égard des instruments financiers qu'elle utilise, aux risques suivants : risque lié aux fluctuations des cours boursiers, risque de crédit, risque de taux d'intérêt, risque de change et risque de liquidité. L'analyse qui suit présente une évaluation des risques auxquels elle était exposée aux 31 décembre 2013 et 2012.

La Société a pour activité la gestion d'actifs de placement. Le niveau des ASG, qui est directement lié au rendement des placements et à la capacité de la Société de conserver et d'accroître ses actifs, constitue le principal inducteur de performance de ses résultats.

Le bilan consolidé présente le portefeuille de placements de la Société, dont la valeur est exposée à plusieurs facteurs de risque. Même si certains de ces facteurs peuvent se répercuter sur la valeur des ASG des clients, l'analyse qui suit porte essentiellement sur le propre portefeuille de placements de la Société.

#### *Risque de marché*

Le risque de marché représente le risque de perte découlant de l'évolution défavorable des taux et prix du marché, dont les taux d'intérêt, les fluctuations des cours boursiers et d'autres variations pertinentes des taux ou prix du marché. Le risque de marché est directement lié à la volatilité et à la liquidité des marchés sur lesquels les actifs sous-jacents connexes se négocient. L'analyse qui suit présente les principaux éléments du risque de marché auxquels s'expose la Société et la façon dont ils sont actuellement gérés.

#### *Risque lié aux fluctuations des cours boursiers*

Les fluctuations de la valeur des titres de capitaux propres ont une incidence sur le montant et le moment de la comptabilisation des profits et pertes liés aux titres de capitaux propres et aux titres de fonds communs de placement et de fonds en gestion commune du portefeuille de la Société, et entraînent des variations des profits et pertes réalisés et non réalisés. La conjoncture économique en général, le contexte politique et plusieurs autres facteurs peuvent également avoir une incidence négative sur les marchés boursiers et obligataires et, en conséquence, sur la valeur des actifs financiers disponibles à la vente détenus, soit les titres de capitaux propres, les titres de fonds communs de placement et les titres à revenu fixe.

La Société gère son portefeuille de placements selon un mandat visant à maintenir un niveau de risque moyen. Son expertise particulière est la gestion de placements et, dans le cadre de ses activités quotidiennes, elle possède des ressources pour évaluer et gérer les risques liés à un portefeuille. Aux 31 décembre 2013 et 2012, son portefeuille de titres de capitaux propres et de titres liés à des capitaux propres comprenait des placements dans des fonds communs de placement et des fonds en gestion commune qu'elle gère. La juste valeur de ces placements était de 6 096 \$ au 31 décembre 2013 et de 6 532 \$ au 31 décembre 2012. Les placements dans des fonds communs de placement constituent un portefeuille de placements canadiens très diversifié. Les parts de fonds communs de placement et de fonds en gestion commune n'ont pas d'échéance précise.

Aux 31 décembre 2013 et 2012, une variation de 10 % de la juste valeur des placements de la Société dans des titres de capitaux propres et des titres liés à des capitaux propres aurait eu pour effet de faire monter ou baisser les autres éléments du résultat global de 610 \$ et de 653 \$, respectivement.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

---

### 6. Instruments financiers (suite)

#### *Risque de crédit*

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière.

Le risque de crédit associé à la trésorerie, à la trésorerie soumise à des restrictions et aux placements est limité parce que les contreparties en cause sont des banques à charte auxquelles les agences nationales de notation ont accordé des cotes élevées.

Les principaux actifs financiers de la Société exposés au risque de crédit sont la trésorerie, la trésorerie soumise à des restrictions, les placements et les débiteurs. La valeur comptable des actifs financiers présentés au bilan consolidé représente le risque de crédit maximal auquel s'expose la Société à la date du bilan consolidé.

Le risque de crédit de la Société provient essentiellement de ses créances clients. Les montants sont présentés au bilan consolidé après déduction de la provision pour créances douteuses, laquelle a fait l'objet d'une estimation par la direction de la Société en fonction des résultats passés et de son évaluation de la conjoncture économique actuelle. Afin de réduire ce risque, la direction a adopté des politiques de crédit qui comprennent une révision régulière des limites de crédit. Sauf en ce qui concerne la Banque Nationale et ses sociétés affiliées, qui avaient généré 22 % des produits et des débiteurs de la Société au 31 décembre 2013 (21 % au 31 décembre 2012), aucun client n'en avait généré 10 % aux 31 décembre 2013 et 2012.

#### *Risque de taux d'intérêt*

Le risque de taux d'intérêt de la Société tient à sa dette à long terme et à son emprunt bancaire. Les taux d'intérêt sur son emprunt bancaire et sa dette à long terme sont variables et exposent ses flux de trésorerie au risque de taux d'intérêt, ce qui est atténué par la trésorerie portant intérêt à des taux variables.

La Société gère le risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie au moyen de swaps de taux d'intérêt variable-fixe. Ces swaps de taux d'intérêt ont pour effet économique de convertir la dette à taux variable en dette à taux fixe. La Société a contracté sa dette à long terme à un taux variable et, au moyen de swaps, elle en a converti une partie en dette assortie de taux fixes inférieurs à ceux qu'elle aurait obtenus si elle avait contracté directement un emprunt à taux fixe. Aux termes d'un swap de taux d'intérêt, la Société convient avec l'autre partie d'échanger, à intervalles donnés, des montants correspondant à la différence entre le taux contractuel fixe et le taux variable, calculée en fonction de notionnels convenus.

#### *Risque de change*

Le risque de change s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours de change. Pour la Société, ce risque découle de sa trésorerie et de sa dette à long terme libellées en dollars américains ainsi que des activités de ses établissements américains, activités dans le cadre desquelles le dollar américain est essentiellement utilisé. La Société gère une partie de son risque de change en faisant concorder ses positions en actifs et en passifs, soit plus précisément, en appariant sa dette à long terme libellée dans une monnaie étrangère donnée à ses actifs à long terme libellés dans la même monnaie.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 6. Instruments financiers (suite)

Les bilans consolidés aux 31 décembre 2013 et 2012 tenaient compte des montants suivants qui sont en dollars canadiens et qui ont trait à des actifs et passifs financiers dont les flux de trésorerie sont libellés en dollars américains.

	2013	2012
	\$	\$
Dollars américains		
Trésorerie	8 481	160
Trésorerie soumise à des restrictions	531	–
Placements	5 268	–
Débiteurs	10 368	75
Créditeurs et charges à payer	(4 357)	–
Obligations au titre du prix d'achat	(9 572)	–
Dettes à long terme	(54 563)	–

Selon les soldes en dollars américains (exclusion faite de la dette à long terme) au 31 décembre 2013, une hausse ou une baisse de 5 % du dollar américain par rapport au dollar canadien donnerait lieu à une augmentation ou à une diminution de 536 \$ du total du résultat global. Le calcul précédent ne tient pas compte de la dette à long terme libellée en dollars américains, qui est couverte au moyen d'un actif à long terme dans la même monnaie. Cet actif à long terme n'est pas inscrit au bilan consolidé étant donné qu'il s'agit d'un solde intersociété.

#### Risque de liquidité

La Société cherche à disposer de liquidités suffisantes pour faire face à ses obligations à leur échéance. Elle surveille le solde de sa trésorerie et ses flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles afin de pouvoir s'acquitter de ses obligations.

La Société génère assez de flux de trésorerie liés à ses activités opérationnelles et a suffisamment de financement disponible aux termes de sa dette à long terme pour financer ses activités et respecter ses obligations à mesure qu'elles viennent à échéance.

Au 31 décembre 2013, les passifs financiers de la Société étaient les suivants :

	Engagements contractuels liés aux flux de trésorerie					
	Valeur comptable	Total	2014	2015	2016	Autres
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Créditeurs et charges à payer	35 000	35 000	35 000	–	–	–
Sommes dues à des sociétés liées	956	956	956	–	–	–
Dettes à long terme	229 563	229 563	–	10 125	13 500	205 938
Obligations au titre du prix d'achat	58 323	68 184	18 184	8 500	8 500	33 000
	323 842	333 703	54 140	18 625	22 000	238 938

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

---

### 6. Instruments financiers (suite)

*Juste valeur*

*Détermination de la juste valeur des instruments financiers*

La juste valeur des instruments financiers correspond au montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence.

Les justes valeurs de la trésorerie, de la trésorerie soumise à des restrictions, des débiteurs, de l'emprunt bancaire, des créiteurs et charges à payer, des sommes dues à des sociétés liées et des dépôts-clients correspondent approximativement à leurs valeurs comptables en raison de leur échéance à court terme.

Le coût des placements dans des fonds communs de placement et des fonds en gestion commune se chiffrait à 5 890 \$ au 31 décembre 2013 et à 6 580 \$ au 31 décembre 2012 et leur juste valeur était respectivement de 6 096 \$ et de 6 532 \$ à ces dates. Les profits (pertes) non réalisés, soit 206 \$ au 31 décembre 2013 et (48 \$) au 31 décembre 2012, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

La juste valeur de la dette à long terme se rapproche de sa valeur comptable compte tenu du fait qu'elle est assujettie à des conditions, y compris des taux d'intérêt variables, semblables à celles que la Société pourrait obtenir pour des instruments ayant des termes similaires.

La valeur de l'option attribuée à la participation ne donnant pas le contrôle a été établie au moyen d'une formule dont ont convenu toutes les parties au moment de l'acquisition des fonds de gestion alternative auprès de GMP. Cette formule prend en considération la valeur actualisée du total d'un multiple du résultat prévisionnel avant impôt et amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des honoraires de performance prévisionnels. La performance réelle de la filiale influera sur la valeur de l'option.

Les instruments financiers dérivés sont composés essentiellement de contrats de swap de taux d'intérêt. La Société établit la juste valeur de ses instruments financiers dérivés en utilisant le cours acheteur ou vendeur, selon ce qui est approprié, sur le marché actif le plus avantageux auquel la Société a un accès immédiat. S'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier dérivé, la Société en détermine la juste valeur par des techniques d'évaluation, utilisant à cette fin les informations disponibles concernant des transactions réalisées sur les marchés et portant sur d'autres instruments quasi identiques, par une analyse des flux de trésorerie actualisés ou par d'autres techniques, le cas échéant. La Société s'assure, autant que possible, que sa technique d'évaluation intègre tous les facteurs que les intervenants du marché prendraient en considération pour fixer un prix et qu'elle est conforme aux méthodes économiques reconnues pour la fixation du prix d'instruments financiers.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 6. Instruments financiers (suite)

Instruments financiers par catégories :

Au 31 décembre 2013

	Prêts et créances	Disponibles à la vente	JVBRN <sup>1)</sup>	Passifs financiers au coût amorti	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Actifs</b>					
Trésorerie	21 774	–	–	–	21 774
Trésorerie soumise à des restrictions	689	–	–	–	689
Placements	–	6 096	3 615	–	9 711
Débiteurs	56 072	–	–	–	56 072
Avance à un actionnaire lié	1 211	–	–	–	1 211
<b>Total</b>	<b>79 746</b>	<b>6 096</b>	<b>3 615</b>	<b>–</b>	<b>89 457</b>
<b>Passifs</b>					
Créditeurs et charges à payer	–	–	–	35 000	35 000
Sommes dues à des sociétés liées	–	–	–	956	956
Dépôts-clients	–	–	–	689	689
Valeur de l'option attribuée à la participation ne donnant pas le contrôle	–	–	7 720	–	7 720
Dette à long terme	–	–	–	228 262	228 262
Obligations au titre du prix d'achat	–	–	–	58 323	58 323
Instruments financiers dérivés	–	–	644	–	644
<b>Total</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>8 364</b>	<b>323 230</b>	<b>331 594</b>

<sup>1)</sup> Actifs (passifs) à la juste valeur par le biais du résultat net. Cette catégorie comprend les actifs et les instruments financiers désignés comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 6. Instruments financiers (suite)

Au 31 décembre 2012

	Prêts et créances	Disponibles à la vente	JVBRN <sup>1)</sup>	Passifs financiers au coût amorti	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Actifs</b>					
Trésorerie	6 016	–	–	–	6 016
Trésorerie soumise à des restrictions	297	–	–	–	297
Placements	–	6 532	–	–	6 532
Débiteurs	29 888	–	–	–	29 888
Avance à une coentreprise	342	–	–	–	342
<b>Total</b>	<b>36 543</b>	<b>6 532</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>43 075</b>
<b>Passifs</b>					
Emprunt bancaire	–	–	–	9 800	9 800
Créditeurs et charges à payer	–	–	–	16 501	16 501
Sommes dues à des sociétés liées	–	–	–	2 003	2 003
Dépôts-clients	–	–	–	297	297
Dette à long terme	–	–	–	107 521	107 521
Obligations au titre du prix d'achat	–	–	–	56 503	56 503
Instruments financiers dérivés	–	–	1 491	–	1 491
<b>Total</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>1 491</b>	<b>192 625</b>	<b>194 116</b>

<sup>1)</sup> Actifs (passifs) à la juste valeur par le biais du résultat net. Cette catégorie comprend les actifs et les instruments financiers désignés comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

#### Hierarchie des justes valeurs

Le tableau suivant classe les actifs et les passifs financiers qui sont inscrits au bilan consolidé à la juste valeur selon une hiérarchie qui repose sur l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. Les niveaux de la hiérarchie sont les suivants :

- Niveau 1 : des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 : des données autres que les prix cotés visés au Niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 : des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (soit des données non observables).

Aucun transfert d'un niveau à un autre n'a été effectué au cours des périodes à l'étude.



# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 6. Instruments financiers (suite)

Le tableau suivant présente les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan consolidé et classés selon la hiérarchie des justes valeurs décrite ci-dessus :

	31 décembre 2013			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
<b>Actifs financiers</b>				
Placements dans des fonds communs de placement et des fonds en gestion commune gérés par la Société	–	6 096	–	6 096
Autres titres et placements	3 615	–	–	3 615
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>3 615</b>	<b>6 096</b>	<b>–</b>	<b>9 711</b>
<b>Passifs financiers</b>				
Valeur de l'option attribuée à la participation ne donnant pas le contrôle	–	–	7 720	7 720
Instruments financiers dérivés – swap de taux d'intérêt	–	644	–	644
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>–</b>	<b>644</b>	<b>7 720</b>	<b>8 364</b>

	31 décembre 2012			
	Niveau 1	Niveau 2		Total
	\$	\$		\$
<b>Actifs financiers</b>				
Placements dans des fonds communs de placement et des fonds en gestion commune gérés par la Société	821	5 711		6 532
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>821</b>	<b>5 711</b>		<b>6 532</b>
<b>Passifs financiers</b>				
Instruments financiers dérivés – swap de taux d'intérêt	–	1 491		1 491
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>–</b>	<b>1 491</b>		<b>1 491</b>

### 7. Placements

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	\$	\$
Placements dans des fonds communs de placement et des fonds en gestion commune gérés par la Société	6 096	6 532
Autres titres et placements	3 615	–
	<b>9 711</b>	<b>6 532</b>

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 8. Débiteurs

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	\$	\$
Comptes clients et autres	41 127	19 776
Comptes clients – sociétés liées à des actionnaires	13 894	9 635
Comptes clients – coentreprises	1 051	477
	<b>56 072</b>	<b>29 888</b>

Ce qui suit indique le classement chronologique des débiteurs.

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	\$	\$
Comptes clients		
Courant	38 180	18 720
Entre 61 et 119 jours	1 441	149
Plus de 120 jours	1 087	120
Total des comptes clients	40 708	18 989
Sociétés liées (courant)	14 945	10 112
Autres	419	787
	<b>56 072</b>	<b>29 888</b>

Il n'existe aucune provision pour créances douteuses.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 9. Immobilisations corporelles

	Mobilier et matériel de bureau	Matériel informatique	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$
Période close le 31 décembre 2012				
Valeur comptable nette d'ouverture	552	701	1 160	2 413
Ajouts	695	300	1 398	2 393
Regroupements d'entreprises	502	314	714	1 530
Amortissement de la période	(320)	(428)	(388)	(1 136)
Valeur comptable nette de clôture	1 429	887	2 884	5 200
Au 31 décembre 2012 <sup>1</sup>				
Coût	3 368	1 870	3 736	8 974
Amortissement cumulé	(1 939)	(983)	(852)	(3 774)
Valeur comptable nette	1 429	887	2 884	5 200
<b>Exercice clos le 31 décembre 2013</b>				
Valeur comptable nette d'ouverture	1 429	887	2 884	5 200
Ajouts	69	238	265	572
Regroupements d'entreprises	124	354	396	874
Écarts de conversion	2	7	8	17
Amortissement de l'exercice	(360)	(483)	(498)	(1 341)
Valeur comptable nette de clôture	1 264	1 003	3 055	5 322
<b>Au 31 décembre 2013<sup>1</sup></b>				
Coût	3 561	2 462	4 397	10 420
Amortissement cumulé	(2 299)	(1 466)	(1 350)	(5 115)
Écarts de conversion	2	7	8	17
Valeur comptable nette	1 264	1 003	3 055	5 322

<sup>1</sup> Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013 et de la période de 15 mois close le 31 décembre 2012, la Société a cédé du mobilier et matériel de bureau ayant un coût comptable de néant (74 \$ au 31 décembre 2012) et un amortissement cumulé de néant (74 \$ au 31 décembre 2012). La Société a également cédé du matériel informatique ayant un coût comptable de néant (1 798 \$ au 31 décembre 2012) et un amortissement cumulé de néant (1 798 \$ au 31 décembre 2012). De plus, la Société a cédé des améliorations locatives ayant un coût comptable de néant (21 \$ au 31 décembre 2012) et un amortissement cumulé de néant (21 \$ au 31 décembre 2012).

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 10. Goodwill et immobilisations incorporelles

	Goodwill \$	À durée de vie indéterminée Contrats de gestion d'actifs \$	À durée de vie déterminée			Total \$
			Contrats de gestion d'actifs \$	Relations clients \$	Autres \$	
<b>Période close le 31 décembre 2012</b>						
Valeur comptable nette d'ouverture	90 470	6 170	–	41 622	2 957	50 749
Ajouts	–	–	–	–	2 336	2 336
Regroupements d'entreprises	188 280	–	84 800	54 905	49	139 754
Amortissement de la période	–	–	(6 360)	(4 670)	(1 579)	(12 609)
<b>Valeur comptable nette de clôture</b>	<b>278 750</b>	<b>6 170</b>	<b>78 440</b>	<b>91 857</b>	<b>3 763</b>	<b>180 230</b>
<b>Au 31 décembre 2012<sup>1</sup></b>						
Coût	278 750	6 170	84 800	100 185	6 711	197 866
Amortissement cumulé	–	–	(6 360)	(8 328)	(2 948)	(17 636)
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>278 750</b>	<b>6 170</b>	<b>78 440</b>	<b>91 857</b>	<b>3 763</b>	<b>180 230</b>
<b>Exercice clos le 31 décembre 2013</b>						
Valeur comptable nette d'ouverture	278 750	6 170	78 440	91 857	3 763	180 230
Ajouts	–	–	–	–	124	124
Regroupements d'entreprises	77 632	1 984	–	92 463	4 857	99 304
Acquisitions	–	–	–	48 100	–	48 100
Écarts de conversion	1 391	37	–	1 351	88	1 476
Amortissement de l'exercice	–	–	(8 480)	(9 277)	(1 326)	(19 083)
<b>Valeur comptable nette de clôture</b>	<b>357 773</b>	<b>8 191</b>	<b>69 960</b>	<b>224 494</b>	<b>7 506</b>	<b>310 151</b>
<b>Au 31 décembre 2013<sup>1</sup></b>						
Coût	356 382	8 154	84 800	240 748	11 692	345 394
Amortissement cumulé	–	–	(14 840)	(17 605)	(4 274)	(36 719)
Écarts de conversion	1 391	37	–	1 351	88	1 476
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>357 773</b>	<b>8 191</b>	<b>69 960</b>	<b>224 494</b>	<b>7 506</b>	<b>310 151</b>

<sup>1</sup> Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013 et de la période de 15 mois close le 31 décembre 2012, la Société a cédé des logiciels ayant un coût comptable de néant (695 \$ au 31 décembre 2012) et un amortissement cumulé de néant (695 \$ au 31 décembre 2012).

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 10. Goodwill et immobilisations incorporelles (suite)

#### Acquisitions

En décembre 2012, la Société a annoncé la conclusion d'une entente avec UBS Gestion globale d'actifs (Canada) Inc. (« UBS ») aux fins de l'acquisition des comptes reliés à des titres à revenu fixe canadiens, à des actions canadiennes et à des mandats équilibrés canadiens auprès de UBS, pour une contrepartie maximale en trésorerie de 52 000 \$. À la clôture de la transaction, qui a eu lieu le 31 janvier 2013, un montant de 40 200 \$ a été versé à UBS, et un autre de 11 800 \$ a été déposé en mains tierces.

Comme certains seuils fixés à l'égard des ASG n'ont pas été atteints, la Société a, au cours du trimestre clos le 30 septembre 2013, reçu du dépositaire un montant de 3 900 \$ qui a été appliqué en réduction du prix d'achat, pour un montant net révisé de 48 100 \$. Le reste du montant déposé en mains tierces, soit 7 900 \$, a été libéré et remis à UBS par le dépositaire le 31 juillet 2013.

La Société a financé son acquisition d'actifs en accroissant sa dette à long terme.

#### Tests de dépréciation du goodwill

Lors des tests de dépréciation du goodwill aux 31 décembre 2013 et 2012, la Société a comparé le total de la valeur recouvrable des UGT à leur valeur comptable. Il a été déterminé que les UGT représentaient l'entité dans son ensemble au 31 décembre 2012 et deux UGT distinctes au 31 décembre 2013 (Société en commandite Fiera Quantum et le reste de l'entreprise). La valeur recouvrable a été déterminée en fonction de la valeur d'utilité à l'aide de prévisions de flux de trésorerie quinquennales qu'a approuvées la direction et qui ont fait un usage maximal de données de marché observables. Pour les périodes au-delà de la période budgétaire quinquennale, la valeur finale a été établie à l'aide du taux de croissance attendu à long terme. Les hypothèses clés ont compris les suivantes :

	2013	2012
	%	%
Marge brute prévue	38 %	40 %
Taux de croissance moyen pondéré	5,5 %	5,1 %
Taux d'actualisation	11 %	11 %

Des changements raisonnables dans les hypothèses clés ne feraient pas en sorte que la valeur recouvrable du goodwill tombe sous sa valeur comptable.

Au 31 décembre 2013, la Société a également examiné la recouvrabilité des actifs de Société en commandite Fiera Quantum en tant qu'UGT distincte, utilisant à cette fin des prévisions de flux de trésorerie quinquennales qui ont fait un usage maximal de données de marché observables. Pour les périodes au-delà de la période budgétaire quinquennale, la valeur finale a été établie à l'aide du taux de croissance attendu à long terme. Les hypothèses clés ont compris les suivantes :

	2013
	%
Marge brute prévue	30 %
Taux de croissance moyen pondéré	6 %
Taux d'actualisation	16 %

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 10. Goodwill et immobilisations incorporelles (suite)

*Tests de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée*

Lors du test de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée aux 31 décembre 2013 et 2012, la Société a comparé la valeur recouvrable totale des actifs à leur valeur comptable respective. La valeur recouvrable a été établie en fonction de la valeur à l'aide de prévisions de flux de trésorerie d'une durée indéterminée qu'a approuvées la direction et qui ont fait un usage maximal des données d'entrée et de sortie de marché observables. Pour les périodes au-delà de la période budgétaire, la valeur finale a été établie à l'aide du taux de croissance attendu à long terme. Les hypothèses clés ont compris les suivantes :

	2013	2012
	%	%
Marge brute prévue	38 %	40 %
Taux de croissance moyen pondéré	2,5 %	2,5 %
Taux d'actualisation	11 %	11 %

La marge brute prévue est basée sur les résultats passés et représente la marge obtenue dans la période précédant la période budgétaire. Le taux d'actualisation est appliqué aux projections quinquennales des flux de trésorerie avant impôt et calculé en fonction du coût moyen pondéré du capital.

Des changements raisonnables aux hypothèses clés ne feraient pas en sorte que la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée tombe sous leur valeur comptable.

Par suite des tests de dépréciation, la Société a conclu que la valeur recouvrable de ses UGT dépassait leur valeur comptable et, par conséquent, elle n'a détecté aucune perte de valeur.

### 11. Crédoiteurs et charges à payer

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	\$	\$
Dettes fournisseurs et charges à payer	14 932	6 124
Salaires, vacances et indemnités de départ à payer	1 564	447
Primes et commissions à payer	17 544	9 033
Taxes	960	897
	35 000	16 501

### 12. Impôt sur le résultat

Le tableau suivant présente le détail de la charge d'impôt sur le résultat :

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	12 mois	15 mois
	\$	\$
Impôt exigible	10 017	5 561
Impôt différé (recouvrement)	(2 628)	(2 779)
	7 389	2 782

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 12. Impôt sur le résultat (suite)

La charge d'impôt de la Société diffère comme suit des montants qui auraient été obtenus au moyen des taux d'impôt fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi :

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	12 mois	15 mois
	\$	\$
Résultat avant impôt sur le résultat	21 994	5 808
Taux d'impôt fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi	26,7 %	27,3 %
Charge d'impôt calculée selon le taux d'impôt combiné prévu par la loi	5 872	1 586
Rémunération à base d'actions	568	314
Frais d'acquisition non déductibles	1 266	586
Incidence des participations dans des filiales à l'étranger	(345)	-
Incidence des taux d'impôt à l'étranger	32	-
Ajustements fiscaux d'exercices antérieurs	414	-
Autres montants non déductibles (non imposables)	(418)	100
Ajustement des actifs et passifs d'impôt différé en raison des modifications apportées au taux d'impôt quasi adopté	-	196
	<b>7 389</b>	<b>2 782</b>

Les tableaux suivants présentent la variation des actifs et passifs d'impôt différé au cours des périodes, sans tenir compte de la compensation des soldes au sein d'une même juridiction fiscale.

	Baux et incitatifs à la location	Provisions de restructuration	Reports de pertes en avant	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
30 septembre 2011	271	304	-	93	668
Imputé au résultat	169	(194)	-	482	457
Regroupements d'entreprises	-	-	1 173	-	1 173
31 décembre 2012	440	110	1 173	575	2 298
<b>Imputé au résultat</b>	<b>(42)</b>	<b>239</b>	<b>(792)</b>	<b>(66)</b>	<b>(661)</b>
<b>Imputé aux capitaux propres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 121</b>	<b>1 121</b>
<b>31 décembre 2013</b>	<b>398</b>	<b>349</b>	<b>381</b>	<b>1 630</b>	<b>2 758</b>

	Total (du tableau précédent)	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Total
	\$	\$	\$	\$
30 septembre 2011	668	(10 622)	(75)	(10 029)
Imputé au résultat	457	2 460	(138)	2 779
Regroupements d'entreprises	1 173	(12 660)	(163)	(11 650)
31 décembre 2012	2 298	(20 822)	(376)	(18 900)
<b>Imputé au résultat</b>	<b>(661)</b>	<b>3 136</b>	<b>153</b>	<b>2 628</b>
<b>Regroupements d'entreprises</b>	<b>-</b>	<b>(8 016)</b>	<b>-</b>	<b>(8 016)</b>
<b>Imputé aux capitaux propres</b>	<b>1 121</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 121</b>
<b>Écarts de conversion</b>	<b>-</b>	<b>(120)</b>	<b>-</b>	<b>(120)</b>
<b>31 décembre 2013</b>	<b>2 758</b>	<b>(25 822)</b>	<b>(223)</b>	<b>(23 287)</b>

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 12. Impôt sur le résultat (suite)

Présentation dans les états financiers aux :

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	\$	\$
Actifs d'impôt sur le résultat différé non courants	1 349	1 364
Passifs d'impôt sur le résultat différé non courants	(24 636)	(20 264)
Total	(23 287)	(18 900)

### 13. Dette à long terme

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	\$	\$
Facilité à terme	175 000	108 000
Facilité renouvelable (51 300 \$ US)	54 563	–
Charges de financement différées	(1 301)	(479)
	228 262	107 521

#### Facilités de crédit

La Société a accès à une facilité de crédit non garantie de 250 000 \$ (la « facilité de crédit ») qui est constituée comme suit :

- Une facilité renouvelable de 75 000 \$ échéant en avril 2017; et
- Une facilité à terme de 175 000 \$ échéant en avril 2017.

Le 31 octobre 2013, la Société a modifié sa facilité de crédit de 118 000 \$, laquelle était composée d'une facilité renouvelable de 10 000 \$ et d'une facilité à terme de 108 000 \$, de sorte à en porter le montant à 250 000 \$. La facilité de crédit ainsi modifiée porte intérêt au taux préférentiel majoré d'une prime allant de 0 % à 2,25 % ou au taux des acceptations bancaires majoré d'une prime allant de 1,00 % à 2,25 % (2,25 % au 31 décembre 2013), échoit le 3 avril 2017 et est remboursable en versements trimestriels de 3 375 \$ débutant en juin 2015 et se terminant en avril 2017. La facilité renouvelable peut servir aux fins générales de la Société et au financement des acquisitions autorisées et a été utilisée afin de financer une partie des acquisitions de Bel Air et de Wilkinson O'Grady.

Selon les conditions de la convention d'emprunt, la Société doit respecter certaines clauses restrictives, y compris le maintien de ratios financiers minimaux. Ces restrictions visent le ratio de la dette à long terme sur le BAIIA et le ratio de couverture des intérêts. Le BAIIA, mesure non conforme aux IFRS, est défini dans la facilité de crédit comme étant, sur une base consolidée, le résultat de l'emprunteur avant les intérêts, l'impôt, les amortissements, les charges non récurrentes et exceptionnelles liées aux acquisitions et d'autres éléments hors trésorerie, et doit inclure divers éléments. Au 31 décembre 2013, la Société se conformait à l'ensemble des clauses restrictives et des dispenses relatives à sa dette.

Le 1<sup>er</sup> mai 2012, la Société a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt d'un notionnel de 108 000 \$, aux termes duquel elle a échangé son taux variable contre un taux fixe de 1,835 %. Ce contrat échoit en mars 2017 et prévoit des versements mensuels (se reporter à la note 6).



# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 13. Dette à long terme (suite)

Au 31 décembre 2013, les remboursements de principal requis au cours des trois prochains exercices étaient les suivants :

Exercices	\$
2015	10 125
2016	13 500
2017	205 938
	229 563

### 14. Capital social et cumul des autres éléments du résultat global

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions de catégorie A et un nombre illimité d'actions de catégorie B. Les actions de catégorie B ne peuvent être émises qu'à l'intention de Fiera Capital L.P.

À l'exception de ce qui est décrit ci-dessous, les actions de catégorie A et les actions de catégorie B sont assorties des mêmes droits, sont égales à tous les égards et sont traitées comme si elles faisaient partie d'une seule et même catégorie. Les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont égalité de rang en ce qui a trait au paiement de dividendes, au remboursement de capital et aux distributions d'actifs en cas de liquidation ou de dissolution de la Société.

Les détenteurs d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B en circulation ont le droit de recevoir des dividendes au moyen des actifs légalement disponibles à ce moment, selon des montants et sous la forme que le conseil d'administration déterminera à l'occasion, sans distinguer les actions de catégorie A des actions de catégorie B ou privilégier une catégorie sur l'autre.

Les actions de catégorie A et les actions de catégorie B donnent chacune un droit de vote dans toutes les questions autres que l'élection des administrateurs. En ce qui a trait à cette élection, les détenteurs d'actions de catégorie A peuvent élire le tiers des membres du conseil d'administration, tandis que les détenteurs d'actions de catégorie B peuvent élire les deux-tiers des membres du conseil d'administration de la Société.

Les actions de catégorie A ne sont pas convertibles en actions d'autres catégories. Les actions de catégorie B sont convertibles en actions de catégorie A à raison de une pour une, au gré des détenteurs tant que Fiera Capital L.P. est sous le contrôle des actionnaires actuels ou qu'elle détient au moins 20 % du nombre total des actions de catégorie A et des actions de catégorie B émises et en circulation.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 14. Capital social et cumul des autres éléments du résultat global (suite)

Les actions n'ont pas de valeur nominale.

	Actions de catégorie A avec droit de vote subalterne		Actions de catégorie B avec droit de vote spécial		Total	
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$
Au 30 septembre 2011	15 367 666	101 839	21 207 964	33 748	36 575 630	135 587
Options sur actions exercées	181 401	967	–	–	181 401	967
Actions émises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (note 4)	19 732 299	170 487	–	–	19 732 299	170 487
Actions émises pour une contrepartie en trésorerie <sup>1)</sup>	86 748	718	–	–	86 748	718
<b>Au 31 décembre 2012</b>	<b>35 368 114</b>	<b>274 011</b>	<b>21 207 964</b>	<b>33 748</b>	<b>56 576 078</b>	<b>307 759</b>
Options sur actions exercées	<b>170 871</b>	<b>1 090</b>	–	–	<b>170 871</b>	<b>1 090</b>
Actions émises en guise de règlement des obligations au titre du prix d'achat	<b>764 602</b>	<b>8 500</b>	–	–	<b>764 602</b>	<b>8 500</b>
Transfert des actions de catégorie B aux actions de catégorie A	<b>409 956</b>	<b>652</b>	<b>(409 956)</b>	<b>(652)</b>	–	–
Actions émises dans le cadre d'un placement privé	<b>9 781 000</b>	<b>102 066</b>	–	–	<b>9 781 000</b>	<b>102 066</b>
Actions émises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (note 4)	<b>144 514</b>	<b>1 794</b>	–	–	<b>144 514</b>	<b>1 794</b>
<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>46 639 057</b>	<b>388 113</b>	<b>20 798 008</b>	<b>33 096</b>	<b>67 437 065</b>	<b>421 209</b>

<sup>1)</sup> Durant le mois de juin 2012, dans le cadre du régime d'achat d'actions à l'intention des employés, la Société a émis 86 748 actions de catégorie A avec droit de vote subalterne pour un montant en trésorerie de 718 \$.

#### Actions émises en 2013

Le 18 septembre 2013, la Société a émis, par voie d'un placement privé, 9 781 000 reçus de souscription au prix de 10,75 \$ chacun pour un montant total de 102 066 \$, compte tenu des frais d'émission de 4 201 \$ et d'un recouvrement d'impôt sur le résultat différé de 1 121 \$. Le produit de cette émission a été déposé en mains tierces jusqu'à la clôture des regroupements d'entreprises visant Bel Air et Wilkinson O'Grady. À la clôture de ces transactions, les reçus de souscription ont été automatiquement échangés contre 9 781 000 actions de catégorie A, à raison de un contre une.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 14. Capital social et cumul des autres éléments du résultat global (suite)

Dans le cadre de la transaction visant Bel Air, la Société s'est engagée à émettre, sur une période de 32 mois à partir de sa clôture, pour 9 760 \$ US d'actions de catégorie A. Cet engagement a été considéré comme une composante des capitaux propres et a été inscrit à une valeur actualisée de 8 419 \$ US (8 781 \$ CA) au poste Actions devant être émises progressivement.

#### Dividendes

La Société a versé des dividendes de 22 590 \$ sur les actions de catégories A et B (0,38 \$ par action) au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013 et de 19 421 \$ au cours de la période de 15 mois close le 31 décembre 2012 (0,40 \$ par action).

Le tableau suivant présente les composantes du cumul des autres éléments du résultat global :

	\$
Au 30 septembre 2011	17
Perte non réalisée sur les actifs financiers disponibles à la vente	(60)
Quote-part des autres éléments du résultat global des coentreprises	108
Au 31 décembre 2012	65
Profit non réalisé sur les actifs financiers disponibles à la vente et reclassement de pertes sur la cession de placements	249
Quote-part des autres éléments du résultat global des coentreprises	130
Écarts de conversion non réalisés à la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	1 472
<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>1 916</b>

### 15. Résultat par action

Le tableau suivant présente le résultat par action ainsi que le rapprochement du nombre d'actions utilisées pour calculer le résultat de base et celui dilué par action :

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	12 mois	15 mois
	\$	\$
Résultat net disponible pour les actionnaires	14 939	3 026
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base	58 576 797	48 562 458
Effet des attributions à base d'actions dilutives	872 215	387 944
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué	59 449 012	48 950 402
Résultat de base par action	0,26	0,06
Résultat dilué par action	0,25	0,06

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 et la période de 15 mois close le 31 décembre 2012, le calcul des conversions hypothétiques n'inclut pas 448 000 options (1 566 750 en 2012) qui ont un effet antidilutif.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 16. Rémunération à base d'actions

#### a) Régime d'options sur actions

En vertu du régime d'options sur actions, le prix d'exercice de chaque option sur actions est égal au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions de la Société à la TSX au cours des cinq jours de négociation précédant immédiatement la date d'attribution des options sur actions, et la durée maximale des options est de dix ans. Le conseil d'administration peut déterminer le moment où chaque option devient exerçable et si elles seront exerçables par échelonnement ou en fonction d'un calendrier d'acquisition des droits.

Ce qui suit résume l'évolution du régime d'options sur actions de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013 et de la période de 15 mois close le 31 décembre 2012.

	31 décembre 2013		31 décembre 2012	
	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré \$
Options en circulation à l'ouverture de la période	2 290 393	6,92	1 630 072	5,93
Attributions	823 000	10,77	986 939	8,22
Exercices	(170 871)	4,84	(181 401)	4,16
Renoncements	–	–	(145 217)	8,13
Options en circulation à la clôture de la période	2 942 522	8,12	2 290 393	6,92
Options exerçables à la clôture de la période	999 690	6,48	707 172	5,88

Le tableau suivant présente les hypothèses moyennes pondérées utilisées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013 et de la période de 15 mois close le 31 décembre 2012 afin de déterminer la charge de rémunération à base d'actions selon le modèle d'évaluation des options de Black-Scholes :

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
Rendement de l'action (%)	2,93 à 4,22	3,79 à 4,23
Taux d'intérêt sans risque (%)	1,70 à 2,20	1,58 à 1,91
Durée de vie attendue (années)	7,5	7,5
Volatilité attendue du cours de l'action (%)	43,8 à 44,5	46 à 47
Juste valeur moyenne pondérée (\$)	3,59	2,69
Charge de rémunération à base d'actions (\$)	1 372	1 176

La volatilité attendue est basée sur la volatilité historique du cours de l'action de la Société. Le taux d'intérêt sans risque utilisé est égal au rendement, à la date d'attribution, d'obligations du gouvernement du Canada dont la durée correspond à la durée de vie attendue des options.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 16. Rémunération à base d'actions (suite)

Le tableau suivant dresse un sommaire des options sur actions en circulation :

Fourchette des prix d'exercice	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Options en circulation		Options exerçables	
		Durée de vie moyenne pondérée contractuelle restante (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré
			\$		\$
3,67	518 329	6	3,67	368 287	3,67
5,41 à 6,37	52 500	1	5,74	52 500	5,74
6,38 à 8,50	1 923 693	8	8,11	578 903	8,33
13,58	448 000	10	13,58	–	–

#### b) Régime d'unités d'actions différées

En 2007, le conseil d'administration de la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (le « régime d'UAD ») en vue de mieux harmoniser les intérêts des administrateurs et ceux des actionnaires en reliant une tranche de la rémunération annuelle des administrateurs à la valeur future des actions au lieu d'une rémunération en trésorerie. En vertu du régime d'UAD, chaque administrateur recevait, à la date qui, dans chaque trimestre, correspondait au troisième jour ouvrable suivant la publication par la Société de ses résultats pour le trimestre précédent, un nombre d'UAD dont la valeur équivalait à un maximum de 100 % de sa rémunération de base pour le trimestre en cours, sous réserve qu'au moins 50 % de cette rémunération soit sous forme d'UAD. Le nombre d'UAD attribuées à un administrateur était calculé en divisant la valeur en dollars de la tranche de ses jetons de présence à verser sous forme d'UAD par le cours de clôture des actions de catégorie A à la TSX le jour ouvrable précédant immédiatement la date de l'attribution. Si un administrateur quittait ses fonctions, la Société lui versait un montant en trésorerie égal au cours de clôture des actions de catégorie A le jour de son départ multiplié par le nombre d'UAD qu'il détenait à cette date. Le 1<sup>er</sup> septembre 2010, le conseil d'administration a annulé ce régime. Cependant, tous les droits et privilèges existants sont demeurés en vigueur. Tous les administrateurs sont désormais rémunérés en argent.

Au 31 décembre 2013, la direction avait constitué une provision d'environ 186 \$ pour les 13 214 unités (238 \$ pour les 31 933 unités au 31 décembre 2012) en circulation en vertu du régime d'UAD.

#### c) Régime d'achat d'actions à l'intention des employés

Le 6 octobre 2011, le conseil d'administration de la Société a adopté un régime d'achat d'actions à l'intention des employés (« RAAE ») afin de recruter et de fidéliser des employés admissibles, leur permettant ainsi de participer à la croissance et au développement de la Société. Le nombre maximal d'actions pouvant être émises en vertu de ce régime est de 1,5 million d'actions de catégorie A. Le conseil d'administration peut déterminer la date de souscription et le nombre d'actions que chaque employé admissible peut souscrire. Le prix de souscription est établi selon le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions de la Société à la TSX au cours des cinq jours de négociation précédant la date de souscription.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

---

### 16. Rémunération à base d'actions (suite)

#### d) Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions

Le 11 décembre 2012, le conseil d'administration a mis sur pied le régime d'UAR afin de donner à certains employés la possibilité d'acquérir des actions de catégorie A de la Société de sorte à inciter les intéressés à devenir des employés de la Société ou de ses sociétés affiliées et à leur permettre de participer à la croissance et au développement de la Société. Le nombre maximum d'actions de catégorie A pouvant être émises aux termes de tous les régimes représente 10 % des actions émises et en circulation de la Société, calculé sur une base non diluée. La date de souscription est le troisième anniversaire de la date d'attribution. Le conseil d'administration peut déterminer le nombre d'actions que chaque employé admissible peut recevoir. La charge relative aux UAR est inscrite à la juste valeur et est amortie sur la période d'acquisition des droits selon le mode linéaire.

Au 31 décembre 2013, la direction avait constitué une provision d'environ 591 \$ pour les 367 548 unités (24 \$ pour 125 646 unités au 31 décembre 2012) en circulation aux termes du régime d'UAR.

#### e) Régime d'unités d'actions liées au rendement

Le 30 octobre 2013, le conseil d'administration a adopté un régime d'UALR afin de fidéliser les employés clés et de leur permettre de prendre part à la croissance et au développement de la Société. Celle-ci peut régler les UALR aux termes de ce régime en trésorerie ou en actions de catégorie A. Le nombre maximal d'actions de catégorie A pouvant être émises aux termes de tous les régimes correspond à 10 % des actions émises et en circulation de la Société, calculé sur une base non diluée.

Au cours du quatrième trimestre de 2013, la Société a émis des UALR à l'intention d'employés de Bel Air et de Wilkinson O'Grady qui étaient devenus des employés de la Société au 31 octobre 2013. Les droits aux UALR deviennent acquis en tranches correspondant à 20 % de l'attribution totale au cours des cinq prochains exercices. L'acquisition annuelle des droits aux UALR est soumise à différentes conditions, dont l'atteinte d'une cible de croissance des produits annualisés convenue et le maintien de l'emploi du participant au sein de la Société. La valeur de chaque UALR attribuée est déterminée au moyen de la valeur de l'unité opérationnelle Gestion Privée Amérique du Nord de Fiera Capital créée au premier trimestre de 2014. Au total, la Société a attribué 1 389 071 UALR, ce qui correspond à des mesures incitatives totalisant 16 700 \$. Une charge de 756 \$ a été inscrite en 2013 au titre de cette attribution. Un nombre de 43 750 UALR ont fait l'objet d'une renonciation entre la date d'attribution et le 31 décembre 2013.

### 17. Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

La Société cotise aux régimes à cotisations définies destinés à ses employés. Les cotisations pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 se sont élevées à 1 559 \$ (1 252 \$ pour la période de 15 mois close le 31 décembre 2012).

Postérieurement au regroupement d'entreprises effectué en septembre 2010, la Société a assumé le rôle de promoteur des régimes de retraite individuels (les « RRI ») qui ont été établis par la Société pour certains anciens employés. En vertu des lois sur les régimes de retraite, tant que les RRI sont en vigueur, la Société n'est légalement pas tenue de verser des cotisations destinées à couvrir tout déficit de solvabilité. Ces RRI ont un cycle d'évaluation triennal. L'évaluation actuarielle la plus récente a été effectuée au 1<sup>er</sup> janvier 2013 et la prochaine sera faite en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2013, aucun RRI d'anciens cadres n'affichait un déficit de capitalisation. Le montant de capitalisation exigé, s'il en est, sera confirmé à la date de cessation des régimes.

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 18. Charges selon leur nature

Le tableau suivant présente les frais de vente et charges générales et administratives :

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	12 mois	15 mois
	\$	\$
Salaires et avantages du personnel	68 408	53 976
Frais de déplacement et de marketing	4 460	4 046
Frais de référence	4 772	3 343
Loyers	3 706	3 151
Services techniques	3 747	3 103
Honoraires	4 971	2 472
Autres	4 293	4 145
	94 357	74 236

Le tableau suivant présente les salaires et les avantages du personnel :

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	12 mois	15 mois
	\$	\$
Salaires	60 700	48 937
Charges de retraite	1 559	1 252
Rémunération à base d'actions	2 128	1 176
Autres	4 021	2 611
	68 408	53 976

Le personnel de gestion clé comprend les administrateurs et les principaux dirigeants de la Société. La rémunération versée au personnel de gestion clé s'est établie comme suit :

Salaires et autres avantages à court terme	6 915	4 368
Paiements à base d'actions	510	427

### 19. Informations supplémentaires concernant les tableaux consolidés des flux de trésorerie

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	12 mois	15 mois
	\$	\$
<b>Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel</b>		
Débiteurs	(16 739)	(12 678)
Charges payées d'avance	(486)	265
Créditeurs et charges à payer	9 602	4 972
Sommes dues à des sociétés liées	(1 047)	1 854
Provisions de restructuration	(767)	94
	(9 437)	(5 493)

# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 20. Engagements

La Société loue des locaux pour bureaux et du matériel en vertu de contrats de location simple non résiliables qui viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2021. Les paiements de location futurs totalisent 19 455 \$ et, au 31 décembre 2013, comprenaient les paiements suivants qui seront exigibles au cours des cinq prochains exercices et par la suite :

	\$
2014	6 185
2015	5 559
2016	2 468
2017	2 224
2018	1 156
Par la suite	1 863

### 21. Gestion du capital

Le capital de la Société se compose du capital social, (du déficit) des résultats non distribués et de la dette à long terme, y compris la partie courante de cette dernière, déduction faite de la trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement suffisantes tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres, et de manière à se conformer aux exigences réglementaires et à certaines clauses restrictives exigées par le prêteur.

Afin de maintenir sa structure du capital, la Société peut émettre de nouvelles actions ou procéder à l'émission ou au remboursement de titres d'emprunt, et acquérir ou céder des actifs pour accroître sa performance et sa marge de manœuvre financières.

Pour se conformer aux règlements des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société doit conserver un fonds de roulement d'au moins 100 \$, tel qu'il est défini dans le *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*.

Au 31 décembre 2013, la Société se conformait à l'ensemble des exigences réglementaires et dispenses liées à sa dette.

### 22. Transactions entre parties liées

La Société a effectué les transactions suivantes avec des actionnaires et des sociétés qui leur sont liés :

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	12 mois	15 mois
	\$	\$
Honoraires de gestion	39 132	30 653
Honoraires de performance	6 114	2 238
Frais de vente et charges générales et administratives		
Salaires et avantages du personnel	–	1 015
Frais de référence	1 503	971
Autres	–	482
Intérêts sur la dette à long terme	6 934	2 863
Variations de la juste valeur des instruments financiers	(847)	1 491
Coûts d'intégration	183	1 031
Actions émises en guise de règlement des obligations au titre du prix d'achat	8 500	–



# Corporation Fiera Capital

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

### 22. Transactions entre parties liées (suite)

Ces transactions ont été effectuées dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées à la valeur d'échange, qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties liées. Les honoraires sont calculés aux prix en vigueur sur le marché et sont réglés selon des modalités commerciales normales. L'emprunt bancaire, la dette à long terme et les instruments financiers dérivés constituaient des sommes dues aux actionnaires et aux sociétés qui leur sont liées au 31 décembre 2013.

La Société a effectué les transactions suivantes avec des coentreprises : autres revenus de 871 \$ au 31 décembre 2013 (151 \$ au 31 décembre 2012), remboursement de salaires de néant au 31 décembre 2013 (30 \$ au 31 décembre 2012) et remboursement d'autres charges de néant au 31 décembre 2013 (92 \$ au 31 décembre 2012).

### 23. Informations sectorielles

Le principal décideur opérationnel de la Société a établi que les services de gestion de placements au Canada et aux États-Unis constituent son secteur opérationnel à présenter.

Informations géographiques

	Produits	Actifs non courants
	Exercice clos le	Au
	31 décembre 2013	31 décembre 2013
	\$	\$
Canada	145 985	524 067
États-Unis d'Amérique	7 742	159 134

Les produits sont ventilés entre les pays en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants ne tiennent pas compte de l'impôt sur le résultat différé. La Société n'exerçait pas d'activités aux États-Unis avant 2013.

### 24. Événement postérieur à la date de clôture

Le 19 mars 2014, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,11 \$ par action, payable le 29 avril 2014, à l'intention des actionnaires inscrits en date du 1<sup>er</sup> avril 2014.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

